

**SÉNAT DE BELGIQUE**


---

**SESSION DE 1996-1997**


---

19 FÉVRIER 1997

**Proposition de loi visant à réduire  
la violence conjugale****Proposition de loi abrogeant  
l'article 413 du Code pénal****RAPPORT**

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE  
PAR MME **DEL COURT-PÊTRE**

---



---

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : M. Lallemand, président; Mme de Bethune, MM. Bourgeois, Desmedt, Erdman, Goris, Hotyat, Mmes Maximus, Milquet, M. Raes et Mme Delcourt-Pêtre, rapporteuse.

2. Membres suppléants : M. D'Hooghe et Mme Merchiers.  
3. Autre sénateur : Mme Lizin.

*Voir :***Documents du Sénat :****1-269 - 1995/1996 :**

N° 1 : Proposition de loi de Mme Lizin et consorts.  
N° 2 : Rapport-Avis.

**1-269 - 1996/1997 :**

N° 3 : Amendements.

**1-300 - 1995/1996 :**

N° 1 : Proposition de loi de M. Coveliers.  
N° 2 : Rapport-Avis.

**BELGISCHE SENAAAT**


---

**ZITTING 1996-1997**


---

19 FEBRUARI 1997

**Wetsvoorstel strekkende om het  
echtelijk geweld aan banden te leggen****Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413  
van het Strafwetboek****VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE JUSTITIE  
UITGEBRACHT  
DOOR MEVROUW **DEL COURT-PÊTRE**

---



---

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heer Lallemand, voorzitter; mevrouw de Bethune, de heren Bourgeois, Desmedt, Erdman, Goris, Hotyat, de dames Maximus, Milquet, de heer Raes en mevrouw Delcourt-Pêtre, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heer D'Hooghe en mevrouw Merchiers.  
3. Andere senator : mevrouw Lizin.

*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1-269 - 1995/1996 :**

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Lizin c.s.  
Nr. 2 : Verslag-Advies.

**1-269 - 1996/1997 :**

Nr. 3 : Amendementen.

**1-300 - 1995/1996 :**

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Coveliers.  
Nr. 2 : Verslag-Advies.

SOMMAIRE		INHOUD	
	Pages		Blz.
I. Exposé introductif de l'auteur de la proposition de loi n° 1-269 . . . . .	3	I. Inleidende uiteenzetting door de indiener van wetsvoorstel nr. 1-269 . . . . .	3
II. Exposé de la rapporteuse . . . . .	5	II. Uiteenzetting door de rapporteur . . . . .	5
III. Discussion générale . . . . .	5	III. Algemene bespreking . . . . .	5
IV. Discussion des articles . . . . .	10	IV. Bespreking van de artikelen . . . . .	10
Intitulé . . . . .	10	Opschrift . . . . .	10
Article 1 <sup>er</sup> . . . . .	14	Artikel 1 . . . . .	14
Article 2 . . . . .	14	Artikel 2 . . . . .	14
Article 3 . . . . .	16	Artikel 3 . . . . .	16
Article 4 . . . . .	17	Artikel 4 . . . . .	17
Article 5 (article 4 du texte adopté) . . . . .	18	Artikel 5 (artikel 4 van de aangenomen tekst) . . . . .	18
Article 5bis (nouveau) (article 5 du texte adopté) . . . . .	23	Artikel 5bis (nieuw) (artikel 5 van de aangenomen tekst) . . . . .	23
Article 6 . . . . .	23	Artikel 6 . . . . .	23
V. Vote final . . . . .	29	V. Eindstemming . . . . .	29

La commission de la Justice a examiné les propositions de loi lors de ses réunions des 22 janvier, 29 janvier, 5 et 19 février 1997.

Elle a décidé de prendre pour base de la discussion la proposition de loi n° 1-269, dont la portée est plus étendue.

### **I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI N° 1-269(1)**

La proposition de loi à l'examen est le fruit d'une démarche entreprise par tous les groupes politiques sans exception. Elle s'appuie sur la constatation que la répression de la violence est prévue par notre droit, sauf en ce qui concerne la violence qui se déroule à l'intérieur du domicile.

Ce point a été mis en évidence lors de la conférence de Pékin, et figure d'ailleurs dans les conclusions de celle-ci.

Cette conférence faisait le point sur la situation de la femme dans le monde. Il est apparu qu'il s'agissait là de la faille la plus grande dans les droits de type occidental.

C'est pourquoi il a paru nécessaire de prévoir une législation régissant spécifiquement cette matière, ce qui suppose, il est vrai, une modification des dispositions du Code d'instruction criminelle qui traitent de l'accès au domicile.

Le Comité d'avis pour l'égalité de chances entre les femmes et les hommes a rendu un avis sur la proposition de loi, et a émis des suggestions qu'il conviendrait d'examiner en même temps que la proposition elle-même(2).

En effet, le Comité a procédé à une série d'auditions de personnes représentant tous les milieux qui, en Belgique francophone et néerlandophone, gèrent le problème de la violence conjugale. Il s'agit essentiellement des maisons de femmes battues.

Le but de la proposition est d'accroître la sanction, d'éviter à la victime de la violence de devoir elle-même déposer plainte (ce qui risque de focaliser sur elle la vengeance de l'auteur de la violence), et de pouvoir appliquer le concept de «flagrant délit» aux situations visées.

Il s'agit également de savoir dans quelle mesure on peut permettre aux maisons de femmes d'agir en lieu et place des victimes, dans le cadre de certaines procédures.

(1) Les termes «l'auteur de la proposition de loi» désignent, dans le présent rapport, l'auteur de la proposition de loi n° 1-269.

(2) Voir doc. parl., Sénat, n° 1-269/2.

De commissie voor de Justitie heeft de wetsvoorstellen onderzocht tijdens haar vergaderingen van 22 januari, 29 januari, 5 en 19 februari 1997.

Zij heeft besloten het wetsvoorstel nr. 1-269, dat de ruimste strekking heeft, als basis van de bespreking te nemen.

### **I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE INDIENER VAN WETSVOORSTEL NR. 1-269(1)**

Het onderhavige wetsvoorstel is het resultaat van een gezamenlijk initiatief van alle fracties. Aan de basis ligt de vaststelling dat onze wetgeving geweldpleging bestraft, behalve als het gaat om geweldpleging in huiselijke kring.

Dit feit is aan de orde gesteld tijdens de conferentie van Peking en opgenomen in de besluiten.

Tijdens die conferentie is de situatie van de vrouw in de wereld onder de loep genomen. Hieruit bleek dat we hier te maken hebben met een van de grote lacunes in het Westerse recht.

Er moet dus een wetgeving worden uitgewerkt die dit specifieke probleem regelt, wat onder andere met zich meebrengt dat de bepalingen uit het Wetboek van Strafvordering betreffende de toegang tot de woning gewijzigd moeten worden.

Het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen heeft over dit wetsvoorstel een advies uitgebracht, waarin een aantal suggesties zijn opgenomen die samen met het wetsvoorstel zelf besproken moeten worden(2).

Het Adviescomité heeft een aantal hoorzittingen georganiseerd met vertegenwoordigers van organisaties die in beide landsgedeelten het probleem van het echtelijk geweld behandelen. Het gaat voornamelijk om opvanghuizen voor mishandelde vrouwen.

Het doel van het wetsvoorstel is de straffen te verzwaren, ervoor te zorgen dat het slachtoffer van het geweld niet langer zelf klacht moet indienen (waardoor ze het risico loopt op represailles van de dader) en ten slotte het concept van de «ontdekking op heterdaad» toepasbaar te maken op de hier bedoelde situaties.

Ook moet worden onderzocht in welke mate men kan toestaan dat hulporganisaties in bepaalde procedures optreden in de plaats van de slachtoffers.

(1) De woorden «indiener van het wetsvoorstel» slaan in dit verslag op de indiener van wetsvoorstel nr. 1-269.

(2) Zie Gedr. St., Senaat, nr. 1-269/2.

On se rappellera le cas, évoqué dans la presse, d'une femme battue qui, pour la troisième fois, avait repris la vie commune avec un concubin brutal, et qui avait été battue à mort. La victime n'ayant pas de famille, le centre pour femmes battues qu'elle fréquentait était son seul point d'ancrage. À l'époque, faute de disposition légale permettant à un tel centre d'agir, aucune procédure n'avait été engagée contre le criminel.

On peut même penser que l'absence de législation punissant la violence à l'intérieur du domicile conjugal constitue un facteur qui favorise cette violence puisque, si un homme bat sa femme sur la voie publique, il peut être poursuivi, alors que, s'il le fait à l'intérieur du domicile, il ne peut être poursuivi d'office, une plainte étant nécessaire.

On trouvera, dans les développements précédant la proposition, un test réalisé auprès d'un commissariat de police. Les chiffres sont révélateurs à la fois de l'ampleur du problème et de l'évolution juridique des dossiers au cours d'une année. Ainsi, en 1993, sur 182 faits de violence, 30 plaintes ont été déposées, dont 25 ont été classées sans suite.

Le premier réflexe de la victime est évidemment de demander l'aide immédiate des forces de police, mais celles-ci, de même que les tribunaux, sont très réticentes, en raison du fait que la législation en la matière n'est pas claire.

Bien souvent, après quelque temps, la victime vient retirer sa plainte, par crainte de représailles de la part de l'agresseur.

En ce qui concerne le contenu des dispositions proposées, le Comité d'avis souhaite que l'on parle de violence entre partenaires ou ex-partenaires, plutôt que de se limiter aux époux, compte tenu de l'évolution sociologique actuelle.

Il est également proposé d'abroger l'article 413 du Code pénal, lequel mentionne du reste encore l'adultère.

L'article 4 de la proposition a suscité de la part du Comité d'avis des objections auxquelles l'auteur de la proposition se rallie.

Quant à l'article 5, il propose de modifier l'article 46 du Code d'instruction criminelle. Il s'agit de donner au procureur du Roi les mêmes attributions que celles dont il dispose en cas de flagrant délit, dans le cas où une infraction à l'article 410 nouveau (coups et blessures volontaires portés à un conjoint) sera commise à l'intérieur d'une maison.

In dit verband kan worden verwezen naar het in de pers vermelde geval van een mishandelde vrouw die voor de derde keer naar haar gewelddadige levensgezel was teruggekeerd en ten slotte door hem werd doodgeslagen. Daar het slachtoffer verder geen familie had, was het centrum voor mishandelde vrouwen haar enige houvast. Er bestond op dat ogenblik geen enkele wettelijke bepaling op basis waarvan het centrum kon optreden, zodat geen procedure tegen de dader kon worden ingesteld.

Het is zelfs niet ondenkbaar dat het ontbreken van wetgeving die het geweld binnen de echtelijke kring straft, deze vorm van geweld uiteindelijk bevordert. Nu is het immers zo dat een man die zijn vrouw slaat in het openbaar, wel vervolgd kan worden, terwijl dit ambtshalve niet kan maar een klacht nodig is als hij dit binnen de woning doet.

In de toelichting bij het wetsvoorstel vindt men de resultaten van een test uitgevoerd bij een politiecommissariaat. Uit de cijfers kan de omvang van het probleem en de juridische voortgang van de dossiers in de loop van een jaar worden gevolgd. Zo werden in 1993, 182 gevallen van geweldpleging vastgesteld, werd 30 maal klacht ingediend en werden 25 klachten geseponneerd.

De eerste reactie van het slachtoffer is uiteraard hulp zoeken bij de politiediensten, maar deze blijken — net als de rechtbanken — wegens de onduidelijke wetgeving erg aarzelend op te treden.

Heel vaak komt het slachtoffer na enige tijd haar klacht intrekken, uit angst voor mogelijke represailles van de dader.

Wat de inhoud van de voorgestelde bepalingen betreft, is het Adviescomité van oordeel dat men in het licht van de recente sociologische ontwikkelingen beter kan spreken over geweld tussen partners en ex-partners, veeleer dan zich te beperken tot echtgenoten.

Er wordt ook voorgesteld artikel 413 van het Strafwetboek, waarin nog sprake is van overspel, op te heffen.

Het Adviescomité uitte verschillende bezwaren tegen artikel 4 van het wetsvoorstel, waarmee de indiener van het voorstel het eens is.

In artikel 5 wordt een wijziging voorgesteld van artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering. Het strekt ertoe de procureur des Konings dezelfde bevoegdheden toe te kennen als die waarover hij beschikt in geval van ontdekking op heterdaad wanneer artikel 410 (nieuw) overtreden wordt, namelijk wanneer binnen het huis slagen en verwondingen worden toegebracht aan een echtgenoot.

La même démarche sera entreprise en droit français, de façon à tenter de généraliser en Europe le concept de flagrant délit, lorsqu'il y a violence à l'intérieur du domicile conjugal.

On constate que très souvent, dans une même famille, lorsque le mari ou le compagnon est violent à l'égard de la mère, il l'est aussi à l'égard des enfants. Parfois, la violence est aussi sexuelle. La famille est alors une école de violence, les enfants qui en sont issus ayant tendance à reproduire le même type de comportement dans la famille qu'ils fonderont à leur tour.

En ce qui concerne l'article 6 de la proposition, l'auteur de celle-ci propose d'adopter le texte suggéré par le Comité d'avis, selon lequel le pouvoir d'agir peut être donné à une association disposant de la personnalité juridique.

## II. EXPOSÉ DE LA RAPPORTEUSE

La rapporteuse rappelle que le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a, le 9 juillet 1996, rendu un avis sur les propositions à l'examen, à la lumière de nombreuses auditions d'associations d'aide aux femmes battues(1).

Elle commente ensuite les points essentiels traités dans cet avis.

Pour la facilité du lecteur, ce commentaire a été inséré ci-après dans la discussion des articles(2).

## III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Un membre observe que le texte original de la proposition de loi avait l'avantage d'être clair sur les concepts, bien que les remarques formulées par le Comité d'avis soient fondées.

Il est clair que, compte tenu de l'évolution sociologique, on ne peut plus se limiter à viser la violence exercée entre époux légitimes. Ce dernier critère était cependant plus clair que celui de «partenaires». Vise-t-on par là, ce qui est probable, une relation durable?

Dans le même ordre d'idées, la notion de «domicile conjugal» est moins équivoque que celle de «toute habitation où les faits sont commis». On pourrait par exemple retenir comme critère la résidence de l'un au moins des parties.

Le critère de la domiciliation conjointe risque, en effet, par son caractère restrictif, d'exclure bon nombre de femmes du bénéfice de la loi.

Dezelfde maatregel zal worden getroffen in het Franse recht. De uiteindelijke bedoeling is in heel Europa het concept van de ontdekking op heterdaad ingang te doen vinden bij gevallen van geweld binnen de echtelijke woning.

Men stelt erg vaak vast dat wanneer de echtgenoot of levensgezel gewelddadig is tegenover de moeder, hij dat ook is tegenover de kinderen. Vaak gaat het dan ook nog om seksueel geweld. Het gezin is dan een ware leerschool van geweld, zodat het gevaar erg reëel is dat de kinderen later in hun eigen gezin hetzelfde gedrag ten toon zullen spreiden.

Wat artikel 6 van het voorstel betreft, stelt de indiener voor de tekst van het Adviescomité over te nemen, waarin bepaald wordt dat instellingen en verenigingen die rechtspersoonlijkheid bezitten, in rechte kunnen optreden.

## II. UITEENZETTING DOOR DE RAPPORTEUR

De rapporteur herinnert eraan dat het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen op 9 juli 1996 een advies heeft uitgebracht over het onderhavige wetsvoorstel, na hoorzittingen te hebben georganiseerd met een aantal hulporganisaties voor mishandelde vrouwen»(1).

Zij becommentarieert vervolgens de voornaamste punten uit dit advies.

Dit commentaar werd voor het gemak van de lezer opgenomen in de artikelsgewijze bespreking(2).

## III. ALGEMENE BESPREKING

Een lid merkt op dat hoewel de opmerkingen van het Adviescomité gefundeerd zijn, de concepten in de originele tekst duidelijker waren uitgewerkt.

Dat men zich in het licht van de sociologische ontwikkelingen niet kan beperken tot geweld tussen wettige echtgenoten, spreekt vanzelf. Deze laatste term was echter wel duidelijker dan de term «partners». Mogen we veronderstellen dat dit slaat op een vaste relatie?

Ook het concept «echtelijke woning» is minder dubbelzinnig dan «elke woning waarin de feiten worden gepleegd». Een hanteerbaar criterium zou bijvoorbeeld zijn de verblijfplaats van een van beide partijen.

Door te verwijzen naar een gemeenschappelijke woning bestaat inderdaad het risico dat een aantal vrouwen niet door de wet zullen worden beschermd.

(1) Voir doc. Sénat, n° 1-269/2.

(2) Voir *infra*, p. 10.

(1) Zie Gedr. St., Senaat, nr. 1-269/2.

(2) Zie *infra*, blz. 10.

Pour le surplus, l'intervenant se réjouit que, par la suppression de l'article 413 du Code pénal, la référence désuète au délit d'adultère soit supprimée.

En ce qui concerne le droit d'action des associations, l'intervenant renvoie à la discussion qui avait eu lieu à propos de la reconnaissance d'un tel droit aux associations œuvrant pour la protection de l'environnement.

Le premier problème est celui de l'exigence de la persistance de l'accord de la victime tout au long de la procédure.

Il est vrai que la victime peut subir des pressions et en arriver à retirer son consentement, mais ce retrait peut aussi se justifier par d'autres motifs (réconciliation, raisons d'intérêt, ...).

Le second problème est plus délicat: il s'agit de la notion d'intérêt au sens de l'article 63 du Code d'instruction criminelle.

En l'espèce, le délit visé n'est pas un délit de plainte: il ne suppose pas le dépôt d'une plainte; une dénonciation suffit.

Une difficulté surgit dans l'hypothèse où l'association de défense des femmes battues se constituerait partie civile.

Selon l'article 63, et conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, il faut pour cela avoir un intérêt, c'est-à-dire faire état d'un préjudice. Si l'on peut concevoir que, compte tenu de son objet social, une telle association puisse subir un préjudice du chef d'un acte de violence perpétré sur une femme par son partenaire, préjudice sans doute sanctionné par 1 franc de dommage moral, il reste que le vrai préjudice est celui subi par la femme elle-même, et que sa réparation ne peut pas être réclamée par l'association.

Celle-ci agit pour son propre compte et ne sera pas subrogée dans les droits de la victime pour réclamer, par exemple, la réparation du dommage physique subi par cette dernière.

Tout au plus l'association peut-elle veiller à ce que la procédure soit poursuivie jusqu'à son terme.

Un autre membre souligne l'effet positif de l'existence de la proposition de loi, qui met en évidence le phénomène de la violence entre partenaires (jusqu'ici ignoré du droit pénal) et son caractère néfaste.

L'intervenante se réfère à un débat récent mené sur ce thème entre représentants des milieux néerlandophones de la justice, de la police et de la gendarmerie.

Spreker is overigens verheugd dat met de opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek meteen ook de verouderde verwijzing naar overspel — dat al lang geen misdrijf meer is — verdwijnt.

Wat het vorderingsrecht van instellingen en verenigingen betreft, verwijst spreker naar de discussie rond het toekennen van dit recht aan milieuverenigingen.

Een eerste knelpunt is de toestemming van het slachtoffer, die gedurende de hele procedure gehandhaafd moet blijven.

Het kan inderdaad voorkomen dat het slachtoffer haar toestemming intrekt onder druk, maar dit kan net zo goed om andere redenen gebeuren (verzoeニング, andere belangen...).

Delicater is echter het tweede probleem: namelijk het concept «belang» in de zin van artikel 63 van het Wetboek van Strafvordering.

Het gaat hier niet om een klachtmisdrijf: bij het hier behandelde misdrijf volstaat een aangifte, en is een klacht niet noodzakelijk.

Als organisaties voor de verdediging van mishandelde vrouwen zich burgerlijke partij zouden stellen, rijst het volgende probleem.

Volgens artikel 63, bekrachtigd door de rechtspraak van het Hof van Cassatie, moet men hiervoor een belang kunnen aanvoeren, dat wil zeggen benadeling aantonen. Gezien het doel van deze verenigingen kan men eventueel aanvaarden dat zij benadeeld worden telkens wanneer een vrouw wordt mishandeld door haar partner, waarvoor zij dan waarschijnlijk 1 frank morele schadevergoeding toegewezen krijgen. Maar het werkelijke nadeel wordt onmiskenbaar door de vrouw zelf geleden, en de schadevergoeding daarvoor kan niet worden gevorderd door de vereniging.

De vereniging treedt immers op voor eigen rekening en kan niet in de rechten van het slachtoffer treden om bijvoorbeeld schadevergoeding te eisen voor het fysieke leed dat deze laatste is aangedaan.

De vereniging kan er hoogstens op toezien dat de procedure volledig doorlopen wordt.

Een ander lid meent dat het bestaan van dit wetsvoorstel op zich al een positieve uitwerking zal hebben, omdat het de aandacht vestigt op het probleem van het geweld tussen partners (tot nog toe genegeerd in het strafwetboek) en de ernst ervan onderstreept.

Spreekster verwijst naar een recent debat hierover tussen vertegenwoordigers van de Nederlandstalige justitie, de politie en de rijkswacht.

Chacun s'accordait à dire que le caractère délicat de ce type de faits et la limite entre ce qui était permis et ce qui ne l'était pas était difficile à définir.

Ceci explique aussi pourquoi nombre de ces faits sont classés sans suite, pourquoi les victimes ressentent souvent un sentiment de culpabilité, alors que les agresseurs, de leur côté, n'ont pas l'impression d'avoir mal agi.

La question s'est posée de savoir s'il fallait prévoir une peine plus sévère pour les faits de violence commis entre partenaires. L'intervenante estime que oui, non pas en raison d'une approche a priori répressive, mais parce qu'il faut veiller à assurer une juste proportion entre le délit et la sanction, et s'inscrire dans la conception actuelle des relations dans la couple.

Ceci n'exclut du reste ni les tentatives de (ré)conciliation, ni la nécessité d'un accompagnement.

En ce qui concerne l'article 3, l'intervenante rappelle que la proposition déposée par M. Coveliers (n° 1-300) a un objet identique.

Quant à l'article 6, la solution — il est vrai exceptionnelle — qu'il propose se justifie par le contexte très spécifique où l'on se situe.

En cas de violence entre partenaires, la relation entre la victime et l'auteur des faits est telle que, bien souvent, la victime n'a plus l'énergie nécessaire pour agir. L'intervention d'une association est dès lors utile pour rétablir l'équilibre, et introduire un élément plus objectif dans la situation.

Un membre souligne que le classement sans suite constitue, de façon générale, l'un des grands problèmes du droit pénal, qui ne peut être résolu de façon trop rapide ou simpliste. Le classement sans suite peut d'ailleurs être justifié par des raisons parfaitement fondées. Il peut venir d'un encombrement des tribunaux, mais il peut aussi s'inscrire dans une politique d'appréciation de la gravité objective des faits.

En matière de violence conjugale, cependant, le classement sans suite est souvent motivé par des raisons culturelles, qui veulent que l'on n'intervienne pas dans des querelles entre partenaires, dont on sous-estime par ailleurs la gravité.

Il est évident qu'une législation spécifique se justifie en matière de violence entre partenaires en raison du déséquilibre entre les forces physiques des hommes et des femmes et les abus que cela engendre. Des réformes sont d'ailleurs nécessaires également dans d'autres secteurs pour porter remède à l'inégalité entre hommes et femmes.

La précédente intervenante estime qu'en cette matière, le classement sans suite est souvent lié au

Iedereen was het erover eens dat het bij dit soort feiten erg moeilijk is de grenzen te trekken tussen wat toelaatbaar en wat niet toelaatbaar is.

Dit verklaart ook waarom in vele gevallen geponeerd wordt en waarom de slachtoffers vaak met een schuldgevoel blijven zitten terwijl de daders niet de indruk hebben iets te hebben misdaan.

De vraag werd gesteld of strengere straffen moesten worden opgelegd voor geweldpleging tussen partners. Spreekster meent van wel, niet omdat zij voorstander is van een repressieve aanpak, maar omdat de verhouding tussen misdrijf en straf moet worden rechtgetrokken en aangepast aan de huidige opvattingen over de relaties tussen partners.

Dit sluit overigens geenszins uit dat verzoeningspogingen worden ondernomen en noch dat begeleiding noodzakelijk is.

Wat artikel 3 betreft, wijst spreekster erop dat het wetsvoorstel ingediend door de heer Coveliers (nr. 1-300) hetzelfde doel nastreeft.

Verder meent ze dat de oplossing die wordt voorgesteld in artikel 6 weliswaar uitzonderlijk is, maar gerechtvaardigd door de uitzonderlijke context waarop ze betrekking heeft.

In gevallen van geweld tussen partners is de relatie tussen het slachtoffer en de dader vaak van die aard dat het slachtoffer niet meer de nodige energie heeft om te reageren. Daarom is het optreden van een vereniging nodig om het evenwicht te herstellen en een objectief element aan de situatie toe te voegen.

Een lid benadrukt dat seponering in het algemeen een van de grootste problemen in het strafrecht vormt en dat dit niet op overhaaste of simplistische wijze kan worden verholpen. Seponering kan bovendien op zeer gefundeerde gronden berusten. Ze kan voortvloeien uit een overbelasting van de rechtbanken, maar ook deel uitmaken van een beleid dat gericht is op objectieve afweging van de ernst van de feiten.

Seponering in geval van echtelijk geweld is echter vaak het gevolg van een culturele achtergrond, die maakt dat men weigerachtig staat tegenover inmenging in twisten tussen partners, waarvan de ernst overigens onderschat wordt.

Uiteraard is een specifieke wetgeving inzake partnergeweld verantwoord wegens het verschil in fysieke kracht tussen mannen en vrouwen en de misbruiken die daaruit voortkomen. Overigens zijn ook op andere vlakken nog maatregelen nodig om de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen te bestrijden.

De vorige spreker meent dat bij dit soort zaken seponering vaak het gevolg is van het feit dat deze

fait que ce type de violence n'est pas compris. La police et la justice croient que, lorsque les partenaires se sont réconciliés et qu'une affaire est classée, la relation du couple est sauvée. Or, bien souvent, ce n'est pas le cas.

En ne sanctionnant pas l'acte de violence, on risque de créer chez l'auteur des faits le sentiment qu'il n'a commis aucune faute alors que, de son côté, la victime en arrive à penser que la responsabilité des faits lui incombe. On risque ainsi d'aboutir à une escalade dans la violence, le partenaire commettant des actes de plus en plus graves.

Un autre membre se rallie à l'observation d'un précédent intervenant au sujet de l'avantage de la proposition initiale quant à la clarté de la terminologie employée.

Il est clair que le terme «partenaire» risque de susciter des discussions.

En ce qui concerne l'article 5, le système de dénonciation par un tiers ne risque-t-il pas, dans le climat actuel, d'avoir des effets pervers? Ne faudrait-il pas prévoir, par exemple, l'existence de faits ou d'indices sérieux sous-tendant la dénonciation?

À propos de l'article 6, l'intervenante demande si les termes «ester en justice» doivent être interprétés de façon très large: visent-ils par exemple le dépôt d'une plainte, ou uniquement l'action en justice proprement dite?

Le même membre estime qu'il faudrait prévoir des garanties de professionnalisme dans le chef des associations habilitées à ester en justice, à défaut de quoi des effets pervers risquent, là encore, de se produire, ce qui nuirait à la victime au lieu de lui porter assistance.

Le texte exige que ces associations disposent de la personnalité juridique depuis cinq ans.

Peut-être faudrait-il prévoir la même exigence en ce qui concerne l'objet social, afin d'exclure les associations qui auraient changé récemment d'objet social et ne disposeraient pas de l'expérience requise en matière de violence conjugale.

Un critère de reconnaissance ne devrait-il pas aussi être prévu, pour s'assurer du professionnalisme des associations en question?

Enfin, si la proposition se limite effectivement à la violence entre adultes, à l'exclusion de celle perpétrée sur des enfants, n'ouvre-t-elle pas, cependant, une brèche où s'engouffreront, à terme, toutes les associations d'aide aux victimes en demandant à pouvoir elles aussi ester en justice?

Un membre se rallie à la suppression de l'article 413 du Code pénal, proposée à l'article 3 de la proposition. Cette suppression est pleinement

forme van geweld niet goed begrepen wordt. De politie en het gerecht lijken te geloven dat wanneer de partners verzoend zijn en de zaak geseponneerd is, de relatie ook gered is. Dit is heel vaak niet het geval.

Door de geweldpleging niet te bestraffen, loopt men het risico dat de dader het gevoel krijgt niets te hebben misdaan, terwijl het slachtoffer het idee krijgt dat zij verantwoordelijk is voor de gebeurtenissen. Hierdoor kan een spiraal van geweld ontstaan, waarbij de gewelddadige partner steeds verder gaat.

Een ander lid sluit zich aan bij de opmerkingen van de vorige spreker die beweerde dat in het oorspronkelijke voorstel een duidelijkere terminologie werd gehanteerd.

Zo staat het vast dat de term «partner» voor discussie vatbaar is.

Wat artikel 5 betreft, kan men zich afvragen of het systeem van de aangifte van een derde in de actuele context geen ongewenste gevolgen kan hebben. Moet niet minstens worden bepaald dat er ernstige feiten of aanwijzingen moeten bestaan om de aangifte te staven?

Wat artikel 6 betreft, wenst spreker te vernemen of de termen «in rechte optreden» ruim moeten worden geïnterpreteerd: slaan zij op het indienen van een klacht of alleen op de rechtsvordering in de strikte zin?

Hetzelfde lid meent dat bepaalde eisen moeten worden opgelegd aangaande het professionnalisme van de organisaties die in rechte kunnen optreden, zo niet kan ook deze bepaling een averechts effect hebben en het slachtoffer eerder benadelen dan helpen.

In de tekst wordt geëist dat deze verenigingen ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezitten.

Misschien dient dezelfde eis te worden opgelegd t.a.v. het doel van de vereniging teneinde die verenigingen uit te sluiten waarvan het doel recentelijk gewijzigd werd en die dus nog niet veel ervaring hebben met echtelijk geweld.

Om professionnalisme te garanderen kan het daarnaast ook nuttig zijn te eisen dat de verenigingen erkend zijn.

Ten slotte valt te vrezen dat het voorstel, als het enkel betrekking heeft op geweld tegenover volwassenen en niet tegenover kinderen, door allerlei organisaties voor slachtofferhulp aangegrepen zal worden om hun eis te staven dat ook zij in rechte kunnen optreden.

Een lid schaaft zich achter de opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek, voorgesteld in artikel 3 van het voorstel. Deze opheffing is inderdaad



justifiée, l'adultère ne constituant plus un délit. En ce qui concerne l'extension du champ d'application de l'article 410 du Code pénal, et les autres dispositions de la proposition, l'intervenant estime qu'il est prématuré de les adopter, d'autres dispositions relatives aux familles, aux partenaires, etc. devant sans doute être également adaptées.

Il est répondu que le problème peut être réglé par une définition précise du champ d'application de la proposition.

Un membre souligne qu'il importe que le législateur prenne une initiative dans la matière à l'examen, indépendamment des obstacles et objections juridiques évoqués par les précédents intervenants.

Rien n'interdit d'ailleurs de modifier ultérieurement la loi s'il y a lieu, en fonction des développements de la jurisprudence.

Il importe d'apporter une solution au problème des personnes qui cohabitent et qui sont confrontées à la violence de leur partenaire.

La question se pose différemment lorsque deux personnes se rencontrent occasionnellement, tout en conservant leur propre résidence où elles peuvent se retirer en cas de problème.

À ce propos, l'intervenante aimerait savoir si les statistiques citées par l'auteur de la proposition de loi concernent exclusivement ou essentiellement des personnes cohabitantes ou qui cohabitaient au moment des faits.

L'auteur de la proposition de loi répond que les statistiques concernent des personnes vivant sous le même toit, qu'elles soient mariées ou non.

Par ailleurs, il est clair que le but de la proposition de loi n'est pas d'apporter une aide aux femmes qui, par hypothèse, ont la force suffisante pour prendre les mesures qui s'imposent si elles sont confrontées à la violence de leur partenaire.

On légifère pour rencontrer une réalité sociale touchant des personnes, mariées ou non, qui n'utilisent pas et n'utiliseront pas les instruments légaux existants, en raison de la dépendance financière et/ou psychologique où elles se trouvent par rapport à leur partenaire. La législation en projet assurera une protection physique à ces personnes.

En ce qui concerne la violence à l'égard des enfants, l'article 410 comporte un paragraphe traitant de ce problème.

Quant aux associations auxquelles on veut ouvrir la capacité d'ester en justice, elles sont bien connues. Il est certain qu'elles disposent d'une longue expérience et qu'elles gèrent les dossiers de façon professionnelle.

volkomen verantwoord, aangezien overspel niet langer een misdrijf is. Spreker vindt het echter wat voorbarig de uitbreiding van artikel 410 van het Strafwetboek, alsook de andere bepalingen van het voorstel, goed te keuren daar meer dan waarschijnlijk ook andere bepalingen met betrekking tot het gezin, de partners, enz. zullen moeten worden aangepast.

Er wordt geantwoord dat dit probleem gemakkelijk opgelost kan worden door de strekking van het wetsvoorstel precies te omschrijven.

Een lid benadrukt dat het enorm belangrijk is dat de wetgever hoe dan ook een initiatief neemt op dit vlak, ongeacht de juridische obstakels en problemen waarop de vorige sprekers hebben gewezen.

Niets belet overigens een latere wijziging van de wet mocht dat nodig blijken op basis van de ontwikkelingen van de rechtspraak.

Nu moet echter dringend een oplossing worden aangereikt aan personen die samenwonen met een gewelddadige partner.

Het probleem ligt anders bij personen die elkaar af en toe ontmoeten, maar elk een eigen woning hebben waar zij naar toe kunnen als er problemen zijn.

Wat dat betreft, wil spreker graag weten of de statistieken die de indiener van het wetsvoorstel citeert, uitsluitend of voornamelijk betrekking hebben op samenwonende personen of personen die op het moment van de feiten samenwoonden.

De indiener van het wetsvoorstel antwoordt dat de statistieken betrekking hebben op al dan niet gehuwde personen die onder hetzelfde dak wonen.

Het is overigens duidelijk dat dit wetsvoorstel niet tot doel heeft vrouwen te helpen die zelf in staat zijn om de nodige maatregelen te treffen wanneer zij geconfronteerd worden met een gewelddadige partner.

De wetgeving die hier wordt opgesteld, moet tegemoetkomen aan een maatschappelijke realiteit, namelijk dat vele al dan niet gehuwde personen de bestaande wettelijke instrumenten niet gebruiken, omdat zij financieel en/of psychologisch afhankelijk zijn van hun partner. De hier uitgewerkte wetgeving moet deze personen een lichamelijke bescherming bieden.

Het geweld tegenover kinderen wordt behandeld in een paragraaf van artikel 410.

Men weet precies aan welke verenigingen men de mogelijkheid wil bieden om in rechte op te treden. Er bestaat geen twijfel over dat deze verenigingen over een enorme ervaring beschikken en dat zij de dossiers op professionele wijze zullen behandelen.

De plus, peu de gens s'investissent réellement dans cette matière, qui est extrêmement difficile, et touche les personnes les plus faibles, c'est-à-dire les femmes qui, même lorsqu'elles disposent d'un instrument juridique, n'osent pas y recourir, tant elles ont peur des représailles de leur partenaire.

#### IV. DISCUSSION DES ARTICLES

##### *Intitulé*

La rapporteuse rappelle que le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes estimait que l'intitulé de la proposition de loi pouvait faire penser que celle-ci ne s'appliquait qu'aux couples mariés. Or, compte tenu de l'évolution des modèles familiaux, il paraissait nécessaire d'étendre le champ d'application de la proposition à toutes les formes de cohabitation entre personnes de sexes différents ou de même sexe, bien qu'il semble que la violence physique entre partenaires s'exerce le plus souvent entre partenaires de sexes différents.

Le Comité a finalement conclu que la terminologie la plus adéquate était celle de «violence entre partenaires», d'où la proposition de modifier l'intitulé et l'article 2.

L'on a également voulu se limiter à cette violence-là, à l'exclusion d'autres types de violence intra-familiale.

Reprenant la suggestion formulée par le Comité d'avis, Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre déposent un amendement, tendant à remplacer l'intitulé par ce qui suit «Proposition de loi visant à réduire la violence entre partenaires.» (doc. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 1).

Un membre observe que le terme «partenaires» n'est pas défini de façon précise. Une telle définition est indispensable, surtout si l'on se situe dans le cadre du droit pénal.

Un autre membre estime que le titre initial de la proposition, qui vise la violence «conjugale», semble trop restrictif, puisqu'il se limite manifestement aux couples mariés.

L'intervenant demande s'il n'est pas préférable de parler de la violence «au sein du couple» ou «au sein des couples».

L'auteur de la proposition s'accorde avec la première de ces formulations.

Le précédent intervenant précise que l'on vise des partenaires qui ont une vie commune. S'il s'agit de

Bovendien zijn maar weinig mensen bereid zich intensief bezig te houden met deze problematiek, die enorm moeilijk is en de zwaksten treft, namelijk vrouwen die uit angst voor represailles van hun partner geen gebruik durven maken van het juridische instrument dat hen ter beschikking staat.

#### IV. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

##### *Opschrift*

De rapporteur herinnert eraan dat het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van mening was dat uit het opschrift van het wetsvoorstel zou kunnen worden afgeleid dat het voorstel alleen op gehuwden van toepassing was. Gelet op de ontwikkeling van andere vormen van duurzame samenleving leek het noodzakelijk de strekking van het voorstel uit te breiden tot alle samenlevingsvormen tussen personen van verschillend geslacht of van hetzelfde geslacht, hoewel fysiek geweld tussen partners het meest lijkt voor te komen tussen partners van een verschillend geslacht.

Het Adviescomité is tot de slotsom gekomen dat het terminologisch gezien beter is te kiezen voor «geweld tussen partners». Dit verklaart dan ook het voorstel tot wijziging van het opschrift en van artikel 2.

Men heeft zich ook willen beperken tot die vorm van geweld, met uitsluiting van alle andere soorten van geweld binnen het gezin.

De dames Maximus en Delcourt-Pêtre gaan in op de suggestie van het Adviescomité en dienen een amendement in dat ertoe strekt het opschrift van het voorstel te vervangen als volgt: «Wetsvoorstel strekkende om het geweld tussen partners aan banden te leggen» (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 1).

Een lid merkt op dat het woord «partners» niet duidelijk omschreven is. Een dergelijke definitie is onontbeerlijk vooral in het kader van het strafrecht.

Een ander lid is van mening dat het oorspronkelijk opschrift van het wetsvoorstel waarin sprake is van het «echtelijk» geweld, te beperkend is aangezien het dan enkel van toepassing is op gehuwden.

Spreker vraagt of het niet verkieslijk is het begrip geweld «tussen gehuwden en ongehuwd samenwonenden» te hanteren.

De indiener van het voorstel is het eens met de eerste formulering.

De vorige spreker verduidelijkt dat men partners beoogt die een gemeenschappelijk leven leiden. De

partenaires occasionnels, la loi ne s'appliquera pas. En effet, une victime de violences qui dispose d'un domicile séparé peut à tout moment s'y retirer.

Un membre propose de viser à la fois les personnes mariées et les « concubins ». Ce dernier terme lui paraît en effet comporter un élément plus objectif.

La même intervenante se demande s'il ne faudrait pas étendre le champ d'application de la proposition de loi à la violence intra-familiale.

Mme Milquet dépose à cet effet un amendement libellé comme suit (doc. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 7):

«Ajouter — in fine — les termes «et intra-familiale» à l'intitulé de la proposition de loi.»

#### Justification

*En raison des amendements déposés notamment à l'article 410, il convient d'élargir le champ d'application de la proposition.*

L'article 410 du Code pénal devra en tout état de cause être revu sur d'autres points que l'alinéa 3. Mme Miet Smet annonce le dépôt d'un projet à ce sujet(1).

De même, la question du droit d'action des associations se posera à propos de la maltraitance d'enfants, comme elle se pose ici à propos de la violence dans le couple.

L'auteur de la proposition de loi répond que le projet annoncé par Mme Smet constituera un ensemble législatif complet relatif à la violence à l'égard des enfants.

L'intervenante souligne la spécificité de la violence qui s'exerce au sein du couple, et estime dès lors préférable de limiter à ce seul objet le champ d'application de la proposition à l'examen. Sinon, le sujet risque de passer au second plan par rapport à d'autres types de violence, la violence conjugale ayant toujours été considérée comme de moindre importance.

Quant aux associations évoquées par la précédente intervenante, il s'agit d'associations différentes dans le secteur de l'aide aux femmes battues et dans celui de la maltraitance d'enfants.

(1) Voir «Violence intra-familiale — Restructuration et modernisation du Code pénal», travail réalisé à la demande de la ministre de l'Emploi et du Travail et de la Politique d'Égalité des Chances, Mme M. Smet — Partie II: «Enquête violence physique et sexuelle» par F. Hutsebaut et L. Stevens.

wet is niet van toepassing op toevallige partners. Slachtoffers van geweld die over een afzonderlijke woning beschikken, kunnen zich immers steeds daar terugtrekken.

Een lid stelt voor zowel de gehuwden als de ongehuwd samenwonenden in aanmerking te nemen. Dat lijkt haar immers een objectievere formulering te zijn.

Dezelfde spreker vraagt zich af of de strekking van het wetsvoorstel niet moet worden uitgebreid tot het geweld binnen het gezin.

Mevrouw Milquet dient daartoe een amendement in, luidende (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 7):

«In het opschrift na de woorden «echtelijk geweld» invoegen de woorden «en het geweld binnen het gezin.»

#### Verantwoording

*Gelet op onze amendementen, vooral die op artikel 410, moet het toepassingsgebied van dit wetsvoorstel uitgebreid worden.*

In artikel 410 van het Strafwetboek moet niet alleen het derde lid worden gewijzigd. Ook andere punten zijn aan herziening toe. Mevrouw Miet Smet heeft hierover een ontwerp aangekondigd(1).

Naar aanleiding daarvan zal ook de vraag rijzen naar de bevoegdheid van hulporganisaties om in rechte op te treden bij mishandeling van kinderen, zoals hier het geval is bij geweld tussen partners.

De indiener van het wetsvoorstel antwoordt dat het door mevrouw Smet aangekondigde ontwerp een volledig pakket wettelijke bepalingen zal bevatten met betrekking tot het geweld op kinderen.

Spreekster wijst op de specificiteit van het geweld tussen partners en vindt het derhalve verkieslijk de strekking van het onderhavige voorstel hiertoe te beperken. Zo niet, dreigt dit thema verdrongen te worden door andere soorten van geweld aangezien het echtelijk geweld altijd als minder belangrijk is beschouwd.

De hulporganisaties waarnaar de vorige spreker heeft verwezen, zijn verschillende verenigingen die actief zijn in de hulpverlening aan mishandelde vrouwen en in de kindermishandeling.

(1) Zie «Geweld binnen het gezin — Herstructureren en modernisering van het Strafwetboek», studiewerk verricht op verzoek van Miet Smet, minister van Tewerkstelling en Arbeid belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen — Deel II: «Onderzoek fysiek en seksueel geweld» door F. Hutsebaut en L. Stevens.

Le ministre propose de modifier, dans l'intitulé de la proposition, le terme «réduire», qui pourrait à tort laisser croire que cette violence reste, dans une certaine mesure, permise.

M. Lallemand propose dès lors de libeller l'intitulé comme suit: «Proposition de loi visant à combattre la violence au sein du couple» (Doc. parl., Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 11).

L'auteur de l'amendement souligne que la notion de «couple» vise des partenaires ayant entre eux des relations affectives et sexuelles ayant une certaine continuité. Il peut s'agir aussi bien d'une relation homosexuelle qu'hétérosexuelle.

Un membre fait toutefois observer que les termes néerlandais «tussen partners» n'ont pas la même portée que les termes français «au sein du couple». Ils ont une portée beaucoup plus large et ne conviennent pas à un terme juridique.

Un autre membre renvoie aux développements de la proposition. Il rappelle que celle-ci s'inspire des conclusions de la conférence de Pékin, qui était centrée sur la condition des femmes.

La proposition vise donc bien les couples hétérosexuels. En y adjoignant les couples homosexuels, on opère une distorsion par rapport au but initial de la proposition.

L'auteur de la proposition de loi confirme que celle-ci visait initialement les couples hétérosexuels. Il est clair que l'essentiel des faits de violence connus sont dirigés contre des femmes. Personnellement, l'intervenante n'a d'ailleurs pas connaissance de cas où la victime de la violence dans le couple serait l'homme.

Par ailleurs, il n'est pas exclu que ce type de violence s'exerce aussi au sein de couples homosexuels. Il s'agit là d'une réalité sociologique que le Comité d'avis a souhaité unanimement prendre en considération.

Un membre estime préférable de ne pas mentionner l'exigence de relations sexuelles. D'une part, en effet, dans le cadre d'un procès pénal, l'existence de ces relations devra être prouvée. D'autre part, il peut y avoir, par exemple, des couples plus âgés qui n'entretiennent plus de relations sexuelles, mais auxquels la loi doit pouvoir s'appliquer.

En ce qui concerne la cohabitation, elle pourra être prouvée par l'inscription commune au registre de la population.

On évitera ainsi de voir échapper à toute sanction le partenaire cohabitant qui quitte l'habitation commune pour aller résider ailleurs, mais qui y revient pour agresser son partenaire.

De minister stelt voor in het opschrift de woorden «aan banden leggen» te vervangen omdat die woorden de indruk zouden kunnen wekken dat dit geweld tot op zekere hoogte toegelaten is.

De heer Lallemand stelt derhalve voor het opschrift als volgt te formuleren: «Wetsvoorstel om het geweld tussen partners tegen te gaan» (Gedr. St., Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 11).

De indiener van het amendement onderstreept dat het begrip «partners» slaat op partners die duurzame affectieve en seksuele betrekkingen onderhouden. Dat kunnen zowel homoseksuele als heteroseksuele betrekkingen zijn.

Een lid merkt evenwel op dat de Nederlandse woorden «tussen partners» niet dezelfde draagwijdte hebben als de Franse woorden «au sein du couple». Zij hebben een veel ruimere strekking en passen niet om een juridisch begrip weer te geven.

Een ander lid verwijst naar de toelichting bij het voorstel. Hij herinnert eraan dat het voorstel is ingegeven door de conclusies van de Conferentie van Peking waar de positie van de vrouw centraal stond.

Het voorstel beoogt dus wel degelijk de heteroseksuele partners. Door hieraan de homoseksuele partners toe te voegen wordt afgeweken van het oorspronkelijk doel van het voorstel.

De indiener van het wetsvoorstel bevestigt dat oorspronkelijk inderdaad de heteroseksuele partners werden beoogd. Het is duidelijk dat de meeste gewelddaden die aan het licht komen, gepleegd worden tegen vrouwen. Spreekster kent persoonlijk geen gevallen waarin het slachtoffer van het geweld tussen partners de man is.

Anderzijds is het niet uitgesloten dat dit soort geweld ook voorkomt tussen homoseksuele partners. Dat is een sociologische realiteit die het Adviescomité eenparig in aanmerking heeft willen nemen.

Een lid vindt dat het bestaan van een seksuele relatie niet als criterium mag worden vermeld. Enerzijds moet in het kader van een strafproces het bestaan van een dergelijke relatie wel worden aangetoond. Anderzijds zijn er misschien wel bejaarde partners die geen seksuele betrekkingen meer onderhouden, maar op wie de wet wel van toepassing kan zijn.

Het samenwonen kan worden aangetoond door de gemeenschappelijke inschrijving in het bevolkingsregister.

Aldus voorkomt men dat de samenwonende partner die de gemeenschappelijke woning verlaat om elders te verblijven maar die ernaar terugkeert om zijn partner te mishandelen, aan elke straf ontsnapt.

Le ministre souligne que, si l'on abandonne le critère des relations sexuelles, la loi en projet s'appliquera aussi, par exemple, entre deux frères, entre un parent et un enfant, etc.

Le précédent intervenant répond que le Code pénal contient déjà des dispositions visant des personnes qui se trouvent avec d'autres dans une relation d'autorité. Cette situation est comparable à celle du couple où l'un des partenaires est « dominant » par rapport à l'autre.

Si l'objet initial de la proposition était plus restreint, l'extension de son champ d'application est conforme à son esprit.

Un membre objecte qu'il s'agit d'une extension assez importante de l'objet de la proposition.

Un autre membre souligne que le Comité d'avis était unanime à souhaiter viser spécifiquement la violence entre adultes.

Ceci se justifie par le fait que cette violence est souvent à la source des autres violences qui s'exerceront dans le cadre familial, parce que la manière dont la femme a été traitée risque de conditionner sa propre attitude à l'égard des enfants, et parce que les enfants risquent de reproduire à leur tour les comportements violents dont ils ont été témoins dans leur cadre familial.

M. Lallemand propose de préciser la notion de « couple », visée dans l'intitulé, en indiquant dans le texte de la proposition de loi que celle-ci s'applique « aux époux et aux partenaires cohabitants et entretenant entre eux des relations sexuelles et affectives ». Il dépose à cet effet un amendement à l'article 2.

Un membre estime que les termes « partenaires » est préférable à celui de « couple », car il s'agit d'un concept courant dans le langage parlé, du moins en néerlandais. Ce plus, cette notion ne nécessite pas de définition.

Un autre membre rappelle que le droit pénal est de stricte interprétation.

Il résulte du texte proposé que les personnes mariées seront plus systématiquement sanctionnées que les autres puisque, pour elles, l'existence de relations sexuelles et affectives n'est pas requise, alors qu'elle l'est pour les partenaires non mariés.

L'auteur de la proposition de loi suggère de viser plutôt les époux et « ceux qui cohabitent maritalement », cette dernière notion étant bien connue dans d'autres secteurs du droit (chômage, législation sur les C.P.A.S., etc.).

Cette suggestion est formulée, par voie d'amendement à l'article 2, par Mme Milquet et M. Lallemand (voir *infra*, la discussion de l'article 2, et doc. parl., Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 12).

De minister onderstreept dat indien men het criterium van de seksuele relatie laat vallen, het wetsontwerp bijvoorbeeld ook van toepassing zal zijn op twee broers, op een ouder en een kind, enz.

De vorige spreker antwoordt dat het Strafwetboek reeds bepalingen bevat voor personen die in een gezagsverhouding tot anderen staan. Die toestand is te vergelijken met een toestand waarin de ene partner de andere « domineert ».

Hoewel het oorspronkelijk doel van het voorstel beperkter was, is de uitbreiding van het toepassingsgebied in overeenstemming met de geest van het voorstel.

Een lid repliceert dat het toch wel om een vrij belangrijke uitbreiding gaat.

Een ander lid onderstreept dat het Adviescomité er eenparig voorstander van was enkel het geweld tussen volwassenen te behandelen.

Dit wordt verantwoord door het feit dat dit soort geweld vaak aan de oorsprong ligt van andere vormen van geweld die in het gezin voorkomen. De manier waarop de vrouw wordt behandeld, dreigt immers bepalend te zijn voor haar eigen houding ten opzichte van de kinderen. Bovendien dreigen kinderen op hun beurt over te gaan tot het gewelddadig gedrag waarvan zij in hun gezin getuige zijn geweest.

De heer Lallemand stelt voor het in het opschrift gebruikte begrip « partners » te verduidelijken door in de tekst van het wetsvoorstel te vermelden dat dit begrip van toepassing is op de echtgenoten en de samenwonende partners die seksuele en affectieve betrekkingen onderhouden. Hij zal daartoe een amendement op artikel 2 indienen.

Een lid meent dat de voorkeur moet worden gegeven aan het woord « partners » aangezien dit, zeker in het Nederlands, een courant begrip is in de spreektaal. Dat begrip behoeft bovendien geen definitie.

Een ander lid herinnert eraan dat het strafrecht niet vatbaar is voor interpretatie.

Uit de voorgestelde tekst blijkt dat gehuwden systematischer gestraft zullen worden dan anderen, aangezien voor hen het bestaan van seksuele en affectieve betrekkingen geen vereiste is maar voor niet-gehuwde partners wel.

De indiener van het wetsvoorstel stelt voor de echtgenoten en degenen die zoals gehuwden samenwonen in aanmerking te nemen. Dit laatste begrip komt immers ook voor in andere rechtsdomeinen (werkloosheid, OCMW-wetgeving, enz.).

Dit voorstel wordt bij wijze van amendement op artikel 2 geformuleerd door mevrouw Milquet en de heer Lallemand (zie *infra* bespreking van artikel 2 en Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 12).

Un membre craint que la notion de cohabitation maritale ne suscite, dans le cadre d'une action pénale, de nombreuses discussions et contestations qui rendront le texte inopérant.

Le ministre ajoute que cette notion semble exclure les couples homosexuels. Il suggère en outre que la violence dans le couple fasse l'objet d'un alinéa distinct dans l'article 410 du Code pénal, visé à l'article 2 de la proposition de loi.

Enfin, il estime que le parallèle avec le droit social est impossible à établir car, dans ce dernier domaine, c'est le fait d'être «à charge» qui est pris en considération, à l'exclusion de toute considération liée aux relations existant entre les intéressés.

Au terme de cette discussion, la commission opte pour l'amendement n° 11 de M. Lallemand, qui est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

Les amendements n° 1 de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre, et n° 7 de Mme Milquet sont retirés.

#### Article 1<sup>er</sup>

Cet article ne donne lieu à aucune observation. Il est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

#### Article 2

Plusieurs amendements sont déposés à cet article. On se reportera, pour la genèse de ces amendements, à la discussion relative à l'intitulé de la proposition de loi, et à son champ d'application (voir *supra*, p. 10 et ss.).

1) Amendement n° 2 de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre

Cet amendement, qui reprend la suggestion formulée par le Comité d'avis, est libellé comme suit:

«Remplacer les mots «sont époux» par les mots «son partenaire ou son ex-partenaire.»

2) Amendement n° 8 de Mme Milquet

Cet amendement est libellé comme suit:

«Remplacer l'article 2 par la disposition suivante:

«Art. 2. — L'article 410 du code pénal est remplacé par la disposition suivante:

«Dans les cas mentionnés aux articles 398 à 405, si le coupable a commis le crime ou le délit envers ses

Een lid vreest dat het begrip «zoals gehuwden samenwonen» bij een strafvordering aanleiding zal geven tot tal van discussies en betwistingen, die de tekst volledig zullen uithollen.

De minister voegt eraan toe dat dit begrip de homoseksuele partners lijkt uit te sluiten. Hij stelt ook voor dat het geweld tussen partners behandeld wordt in een apart lid van artikel 410 van het Strafwetboek, dat in artikel 2 van het wetsvoorstel wordt aangevuld.

Hij meent tenslotte dat een vergelijking met het sociaal recht moeilijk is daar op dat terrein het begrip «ten laste» in aanmerking wordt genomen, met uitsluiting van andere overwegingen in verband met de betrekkingen die tussen de betrokkenen bestaan.

Na deze bespreking kiest de commissie voor amendement nr. 11 van de heer Lallemand, dat eenparig wordt aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Amendement nr. 1 van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre en amendement nr. 7 van mevrouw Milquet worden ingetrokken.

#### Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

#### Artikel 2

Op dit artikel worden verschillende amendementen ingediend. Voor de ontstaansgeschiedenis van die amendementen wordt verwezen naar de bespreking over het opschrift en de strekking van het wetsvoorstel (zie *supra*, blz. 10 e.v.).

1) Amendement nr. 2 van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre

Dit amendement, dat het voorstel van het Adviescomité overneemt, luidt als volgt:

«In dit artikel de woorden «zijn echtgenoot» vervangen door de woorden «zijn partner of zijn ex-partner.»

2) Amendement nr. 8 van mevrouw Milquet

Dit amendement is als volgt geformuleerd:

«Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 2. — Artikel 410 van het Strafwetboek wordt vervangen als volgt:

«Indien de schuldige, in de gevallen omschreven in de artikelen 398 tot 405, de misdaad of het

*père et mère ou ses autres ascendants, ou envers des personnes faisant autorité dans la famille, le minimum des peines portées par ces articles sera élevé conformément à l'article 266.*

*Il en sera de même si le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne qui, en raison de son état physique ou mental n'était pas à même de pourvoir à son entretien par ses père et mère, ascendants ou par toute autre personne ayant autorité sur l'enfant ou sur l'incapable ou en ayant la garde.*

*Il en sera de même si le coupable a commis le crime ou le délit envers son époux ou son concubin ou envers toute autre personne qui fait habituellement partie de la famille.»*

#### Justification

*La modification concernant le premier paragraphe réside dans le fait que les cas d'alourdissement de la peine sont étendus à la violence que les enfants exercent sur des personnes faisant partie de leur famille et avec lesquelles ils n'ont pas de liens de sang directs. On pense ici par exemple aux parents adoptifs ou nourriciers, mais également au partenaire non marié cohabitant avec l'un ou l'autre des parents de l'enfant.*

*Le deuxième paragraphe de ce nouvel article 410 concerne un alourdissement de la peine dans les cas de maltraitance d'enfants. La modification de cet article consiste en un élargissement de la protection contre la maltraitance (physique) de tous les mineurs alors que l'actuel article 410 ne protège de manière particulière que les mineurs n'ayant pas encore atteint l'âge accompli de seize ans.*

*Cette modification est introduite en raison du fait que tous les mineurs d'âge, simplement parce qu'ils n'ont pas atteint leur majorité légale, sont dans une large mesure dépendants, essentiellement de leurs parents, et qu'il leur est difficile d'échapper à la violence que ceux-ci ou d'autres personnes exerçant une autorité sur eux ou commis à leur garde sont susceptibles de commettre.*

*Le troisième alinéa de l'article 410, tel que modifié par la proposition, établit — en plus de l'aggravation de peine pour la violence envers un époux ou un concubin — la même aggravation de peine pour les autres cas de maltraitance qui surviennent dans un contexte familial et qui n'avaient pas encore été repris dans les deux précédents alinéas. Dans ces derniers cas également, cette aggravation de la peine s'applique si l'auteur et la victime de la maltraitance font habituellement partie de la famille.»*

*wanbedrijf pleegt tegen zijn ouders of bloedverwanten in de opgaande lijn of tegen personen die in het gezin gezag uitoefenen, wordt het minimum van de bij die artikelen bepaalde straffen verhoogd overeenkomstig artikel 266.*

*Hetzelfde geldt ingeval de misdaad of het wanbedrijf wordt gepleegd op een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestes-toestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, door zijn ouders, bloedverwanten in de opgaande lijn of door enig ander persoon die gezag heeft over het kind of de onbekwame of hen onder zijn bewaring heeft.*

*Hetzelfde geldt ook indien de schuldige de misdaad of het wanbedrijf pleegt tegen zijn echtgenoot of partner of tegen enig ander persoon die gewoonlijk deel uitmaakt van het gezin.»*

#### Verantwoording

*De wijziging van het eerste lid komt erop neer dat de gevallen van strafverzwaring uitgebreid worden tot het geweld dat kinderen plegen op personen die wel deel uitmaken van het gezin, maar met wie zij geen directe bloedbanden hebben. Voorbeelden hiervan zijn adoptie- of pleegouders, maar ook de niet-gehuwde partner die samenwoont met een van de ouders van het kind.*

*Het tweede lid van het nieuwe artikel 410 bevat een verzwaring van de straffen in geval van mishandeling van kinderen. Door de wijziging van dit artikel wordt de bescherming tegen (fysieke) mishandeling uitgebreid tot alle minderjarigen, terwijl het bestaande artikel 410 enkel voorziet in een speciale bescherming van minderjarigen die nog geen volle zestien jaar oud zijn.*

*De reden voor deze wijziging is dat alle minderjarigen, juist omdat zij de wettelijke meerderjarigheid nog niet bereikt hebben, in grote mate afhankelijk zijn, met name van hun ouders, en dat zij daarom moeilijk kunnen ontsnappen aan een gewelddadige behandeling van hun kant of van andere personen die gezag over hen uitoefenen of aan wier bewaring zij zijn toevertrouwd.*

*De wijziging door dit amendement aangebracht in het derde lid van artikel 410, voorziet in een strafverzwaring voor geweld tegen een echtgenoot of partner, alsook in alle andere gevallen van mishandeling die plaatsgrijpen binnen de familiale context en die niet onder de twee vorige leden vallen. Ook in deze laatste gevallen worden de straffen verzwaaard als dader en slachtoffer van de mishandeling gewoonlijk deel uitmaken van de familie.*

3° Amendement n° 13 de M. Lallemand:

«À l'article 410, alinéa 3, proposé, remplacer les mots «son concubin» par les mots «envers le partenaire avec lequel il cohabite et entretient des relations sexuelles ou affectives.»

4° Amendement n° 12 de Mme Milquet et M. Lallemand:

«À l'alinéa 3 de l'article 410 proposé, remplacer les termes «ou son concubin» par les termes «ou la personne avec laquelle il cohabite maritalement.»

#### Justification

*Cet amendement précise le concept de «concubin» plus clairement.*

Un membre estime que l'amendement n° 12 de Mme Milquet et M. Lallemand est le plus indiqué.

Il propose toutefois, dans le texte néerlandais, d'insérer le mot «echtelijk» entre le mot «hij» et le mot «samenleeft».

Un membre propose d'utiliser plutôt la formule «met wij hij gezin vormt». Il est fait observer que cette dernière formule est trop large, car elle peut s'appliquer également à une cohabitation entre frères et sœurs, entre parents et enfants, etc.

Finalement, la commission s'accorde sur la formule «met wie hij als gehuwde samenleeft».

Sous réserve de cette correction, l'amendement n° 12 est adopté par 8 voix et 1 abstention.

Les amendements n° 2 de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre, n° 8 de Mme Milquet, et n° 13 de M. Lallemand sont retirés.

Mme Milquet souligne que le retrait de son amendement n° 8 se justifie par le fait que le problème urgent qu'il soulève sera examiné dans le cadre plus large du projet annoncé par la ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la politique d'égalité des chances entre femmes et hommes.

L'article 2 amendé est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Une correction légistique est en outre apportée à la phrase liminaire de l'article.

#### Article 3

La rapporteuse renvoie, à propos de cet article, à l'exposé introductif de l'auteur de la proposition de loi n° 1-269.

3° Amendement nr. 13 van de heer Lallemand:

«In het derde lid van het voorgestelde artikel 410 de woorden «de persoon die met hem samenwoont» vervangen door de woorden «de partner met wie hij samenwoont en seksuele of affectieve betrekkingen onderhoudt.»

4° Amendement nr. 12 van mevrouw Milquet en de heer Lallemand:

«In het derde lid van het voorgestelde artikel 410 de woorden «of de persoon die met hem samenwoont» vervangen door de woorden «of de persoon met wie hij samenleeft.»

#### Verantwoording

*Dit amendement verduidelijkt het concept «samenleven».*

Een lid is van mening dat de voorkeur moet worden gegeven aan het amendement nr. 12 van mevrouw Milquet et de heer Lallemand.

Hij stelt evenwel voor in de Nederlandse tekst het woord «echtelijk» in te voegen tussen het woord «hij» en het woord «samenleeft».

Een ander lid stelt de formulering «met wie hij gezin vormt» voor. Opgemerkt wordt dat die laatste formulering te ruim is want zij slaat eveneens op het samenwonen van broers en zusters, van ouders en kinderen, enz.

Ten slotte raakt de commissie het eens over de woorden «met wie hij als gehuwde samenleeft».

Onder voorbehoud van die verbetering wordt amendement nr. 12 aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

De amendementen nr. 2 van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre en nr. 8 van mevrouw Milquet en nr. 13 van de heer Lallemand worden ingetrokken.

Mevrouw Milquet onderstreept dat zij haar amendement nr. 8 intrekt omdat het dringende probleem dat het aan de orde stelt, behandeld zal worden in het ruimere ontwerp dat is aangekondigd door de minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

Het geamendeerde artikel 2 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Bovendien wordt in de inleidende zin nog een wetgevingstechnische correctie aangebracht.

#### Artikel 3

De rapporteur verwijst voor dit artikel naar de inleidende uiteenzetting door de indiener van het wetsvoorstel nr. 1-269.



L'article 3 qui ne suscite aucune observation, a le même objet que la proposition déposée par M. Coveliers (doc. parl. Sénat, n° 1-300/1).

Il est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

#### Article 4

La rapporteuse rappelle que le Comité d'avis a estimé qu'il fallait supprimer cet article. En effet, les articles 411 et 412 du Code pénal prévoient une cause d'excuse pour les crimes et délits provoqués ou commis en repoussant une effraction.

Adopter l'article 4 de la proposition risquerait de déformer l'ensemble de celle-ci, car cet article aurait pour effet que les causes d'excuse ne pourraient plus être invoquées par les personnes qui se défendent contre la violence conjugale.

Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre déposent un amendement visant à supprimer cet article (doc. parl. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 3).

Mme Milquet se demande dans quelle mesure il ne vaut pas mieux abroger purement et simplement l'article 415 du Code pénal.

Elle dépose à cet effet l'amendement suivant (doc. parl. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 9):

«L'article 4 est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 4. — L'article 415 du Code pénal est abrogé.»

#### Justification

*L'article 415, modifié par la proposition, déclare une série de causes d'excuses inacceptables s'il s'agit d'un auteur-enfant qui commet l'acte de violence physique sur ses «père et mère ou autres parents de ligne ascendante» ou sur son époux ou concubin. Concrètement, cela signifie que si un parent bat son enfant ou un époux son épouse (d'une façon pouvant être caractérisée de «grave acte de violence à l'encontre des personnes»), l'acte de violence commis par cet enfant ou l'épouse s'il ou elle frappe en retour ne sera pas excusable.*

*Cette exception n'est plus responsable dans une société qui ne veut plus fermer les yeux plus longtemps devant la violence sur les enfants. D'où la proposition de lever cette exception sur les causes d'excuses.»*

Artikel 3, dat geen aanleiding geeft tot opmerkingen, heeft hetzelfde doel als het wetsvoorstel ingediend door de heer Coveliers (Gedr. St. Senaat, nr. 1-300/1).

Het wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

#### Artikel 4

De rapporteur herinnert eraan dat het Adviescomité van oordeel is dat dit artikel moet vervallen. De artikelen 411 en 412 van het Strafwetboek voorzien in een verschoningsgrond voor misdaden en wanbedrijven die worden uitgelokt of die worden gepleegd bij het afweren van inbraak.

Door artikel 4 aan te nemen loopt men het risico het hele wetsvoorstel te ontcrachten, daar dit artikel tot gevolg zal hebben dat zij die zich verweren tegen partnergeweld, zich niet langer kunnen beroepen op deze verschoningsgronden.

De dames Maximus en Delcourt-Pêtre dienen een amendement in dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 3).

Mevrouw Milquet vraagt zich af of het niet beter zou zijn artikel 415 van het Strafwetboek eenvoudigweg op te heffen.

Zij dient hiertoe het volgende amendement in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 9):

«Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 4. — Artikel 413 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.»

#### Verantwoording

*In artikel 415, gewijzigd door het voorstel, worden een reeks verschoningsgronden als niet-aanvaardbaar aangemerkt, indien de schuldige fysiek geweld pleegt tegen zijn «ouders of andere bloedverwanten in opgaande lijn» of tegen zijn echtgenoot of de persoon die met hem samenwoont. Concreet gezien betekent zulks dat indien een ouder zijn kind slaat of een echtgenoot zijn echtgenote (op een zodanige wijze dat het feit omschreven kan worden als een «ernstige gewelddaad tegen personen»), de gewelddaad gepleegd door dat kind of die echtgenote niet verschoonbaar zal zijn wanneer hij of zij terugslaat.*

*Deze uitzondering is niet meer te verantwoorden in een maatschappij die haar ogen niet langer wil sluiten voor geweld tegen kinderen. Vandaar het voorstel om deze uitzondering op de verschoningsgronden op te heffen.*

Il est fait observer que la discussion sur le maintien de l'article 415 du Code pénal sort du cadre strict de la proposition de loi à l'examen.

Par conséquent, l'amendement n° 3 de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 9 de Mme Milquet est retiré, sous le bénéfice de l'observation formulée à l'article 2, à propos de son amendement n° 8.

#### Article 5 (article 4 du texte adopté)

La rapporteuse rappelle que le Comité d'avis a rendu, au sujet de cet article, l'avis suivant:

*«Selon les développements, cette disposition vise à habiliter le procureur à pénétrer de jour ou de nuit dans le domicile conjugal «ou tout autre lieu» sur plainte de la victime ou déclaration d'un tiers.*

*Le Comité d'avis estime que la possibilité d'intervenir accordée au procureur du Roi ne peut effectivement être limitée au domicile conjugal, mais comme la proposition est également applicable aux formes de cohabitation effective, il y a lieu d'étendre son champ d'application à toute habitation privée.*

*Selon certains membres, cela ne ressort toutefois pas clairement de l'article 46 tel qu'il est modifié par l'article 5 de la proposition.*

*Par ailleurs, un membre s'oppose à la faculté donnée au procureur du Roi de pénétrer dans le logement sur simple déclaration de tiers. Un usage abusif de cette disposition pourrait vider de sa substance le principe de l'inviolabilité du domicile.*

*Compte tenu de ces considérations, le comité d'avis propose de remplacer l'article 5 par ce qui suit:*

*«Art. 5. — L'article 46 du Code d'instruction criminelle est complété par l'alinéa suivant:*

*«Il en est de même lorsqu'un crime ou délit, même non flagrant, commis à l'intérieur d'une maison au sein d'un couple ou entre ex-partenaires, est porté à la connaissance du procureur du Roi sur plainte de la victime.»*

*La modification apportée à l'article 46 du Code d'instruction criminelle requiert que la disposition de l'article 49 de ce code soit, elle aussi, rendue applicable aux cas de plaintes déposées par des victimes de violences conjugales.»(1)*

(1) Doc. parl. Sénat, n° 1-269/2, pp. 9 et 10.

Er wordt op gewezen dat een bespreking over het behoud van artikel 415 van het strafwetboek buiten het kader van het eigenlijke wetsvoorstel valt.

Het amendement nr. 3 van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre wordt bijgevolg aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Mevrouw Milquet trekt amendement nr. 9 in wegens de opmerking die bij artikel 2 is gemaakt met betrekking tot haar amendement nr. 8.

#### Artikel 5 (artikel 4 van de aangenomen tekst)

De rapporteur wijst erop dat het Adviescomité met betrekking tot dit artikel het volgende advies heeft uitgebracht:

*«Blijkens de toelichting strekt deze bepaling ertoe de procureur des Konings de mogelijkheid te geven dag en nacht de echtelijke woning «of enige andere plaats» te betreden op klacht van het slachtoffer of aangifte van een derde.*

*Het Adviescomité is van oordeel dat de mogelijkheid van de procureur des Konings om op te treden inderdaad niet beperkt mag zijn tot de echtelijke woning, maar, gezien het feit dat het voorstel ook van toepassing is op vormen van feitelijk samenwonen, moet worden uitgebreid tot elke privé-woning.*

*Volgens sommige leden komt dit evenwel niet duidelijk tot uiting in artikel 46 zoals dat wordt gewijzigd door artikel 5 van het voorstel.*

*Een lid heeft anderzijds bezwaren tegen het feit dat de procureur des Konings de mogelijkheid zou krijgen, louter op aangifte van derden, de woning binnen te dringen. Door misbruik te maken van deze bepaling, zou het beginsel van de onschendbaarheid van de woning kunnen worden uitgehold.*

*In het licht van deze overwegingen stelt het adviescomité voor het artikel 5 te vervangen als volgt:*

*«Art. 5. — Artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld met het volgende lid:*

*«Hetzelfde geldt wanneer een misdaad of wanbedrijf, zelfs al is het niet op heterdaad ontdekt, gepleegd binnen een huis tussen partners of tussen ex-partners, ter kennis wordt gebracht van de procureur des Konings op klacht van het slachtoffer.»*

*De wijziging aan artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering vereist dat ook de bepaling in artikel 49 van dit wetboek toepasselijk wordt gemaakt op de gevallen van klacht door een slachtoffer van partnergeweld.»(1)*

(1) Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/2, blz. 9 en 10.

Reprenant la suggestion formulée par le Comité d'avis, Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre déposent un amendement libellé comme suit (doc. parl. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 4):

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 5. — L'article 46 du Code d'instruction criminelle est complété par l'alinéa suivant :

« Il en est de même lorsqu'un crime ou délit, même non flagrant, commis à l'intérieur d'une maison au sein d'un couple ou entre ex-partenaires, est porté à la connaissance du procureur du Roi sur plainte de la victime. »

Un membre souligne que ce texte doit être adapté en fonction de la définition retenue à l'article 2.

Il convient de noter en outre que la possibilité de porter atteinte à l'inviolabilité du domicile est limitée ici aux partenaires et au couple, à l'exclusion des voisins.

Un autre membre estime inutile d'adapter l'amendement à la formule de l'article 2, car l'article 410, alinéa 3, du Code pénal est suffisamment précis et explicite. La seule question est de savoir s'il faut, à l'article 5, viser aussi les ex-partenaires.

En outre, l'intervenante préfère la formule de l'article 5 tel qu'il figure dans la proposition parce que, d'une part, ce texte mentionne expressément l'article 410, alinéa 3 et que, d'autre part, il prévoit la dénonciation d'un tiers. Celle-ci permet de rencontrer l'objectif de la proposition, qui est de faciliter l'intervention, dans des hypothèses où l'on sait que la victime risque de ne pas agir.

Un membre exprime des réticences par rapport à la mention, dans le texte de l'article 5 figurant dans la proposition de loi, de la dénonciation par un tiers. Il suffirait alors de la dénonciation d'un voisin mal intentionné pour déclencher une procédure dérogatoire au droit commun et à un droit constitutionnel fondamental. Il ne faut pas oublier que les tiers peuvent toujours signaler les faits au parquet, auquel cas la procédure normale suivra son cours.

La rapporteuse rappelle que le Comité d'avis a été très sensible aux risques inhérents aux dénonciations émanant de tiers; ce danger a été particulièrement mis en lumière par les événements récents que notre pays a connus.

Un membre estime néanmoins nécessaire d'aller au-delà de la seule dénonciation par la victime, pour porter remède à des situations extrêmes qui, si elles ne sont pas nécessairement fréquentes, peuvent

De dames Maximus en Delcourt-Pêtre dienen een amendement in, geïnspireerd op de suggestie van het Adviescomité en luidend als volgt (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 4):

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 5. — Artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld met het volgende lid :

« Hetzelfde geldt wanneer een misdaad of een wanbedrijf, zelfs niet op heterdaad ontdekt, gepleegd is binnen een huis tussen partners of tussen ex-partners en ter kennis wordt gebracht van de procureur des Konings op klacht van het slachtoffer. »

Een lid benadrukt dat deze tekst moet worden aangepast aan de definitie die in artikel 2 is goedgekeurd.

Hij vestigt er bovendien de aandacht op dat op basis van deze bepaling alleen de partners en de echtgenoten afbreuk kunnen doen aan de onschendbaarheid van de woning, en dat dit niet geldt voor de burens.

Een ander lid meent dat het niet nodig is het amendement aan de formulering van artikel 2 aan te passen, aangezien het derde lid van artikel 410 van het Strafwetboek duidelijk en expliciet genoeg is. De enige vraag die nog open blijft, is of artikel 5 ook betrekking heeft op ex-partners.

Bovendien geeft spreker de voorkeur aan de formulering uit artikel 5 van het wetsvoorstel omdat die tekst enerzijds uitdrukkelijk verwijst naar artikel 410, derde lid, en anderzijds ook de mogelijkheid openlaat van aangifte door een derde. Dit past immers in de algemene doelstelling van het wetsvoorstel, namelijk het optreden van anderen vergemakkelijken wanneer het slachtoffer dat zelf niet durft.

Een ander lid staat nogal aarzelend tegenover het concept van de aangifte door een derde in artikel 5 van het wetsvoorstel. Op die manier zou de aangifte door een kwaadwillende buur volstaan om een procedure op gang te brengen, die indruist tegen het gemeenrecht en een fundamenteel grondwettelijk recht. Men mag ook niet vergeten dat derden steeds de mogelijkheid hebben om feiten aan te geven bij het parket, waarop een normale procedure volgt.

De rapporteur wijst erop dat het Adviescomité zeer gevoelig bleek voor de risico's verbonden aan aangiften door derden. De recente gebeurtenissen in dit land hebben ook aangetoond dat dit gevaar zeker niet denkbeeldig is.

Een ander lid meent dat andere mogelijkheden open moeten staan dan alleen de aangifte door het slachtoffer zelf, in geval van extreme situaties, die weliswaar niet vaak voorkomen maar dramatische

s'avérer dramatiques. Ne pourrait-on dès lors retenir la dénonciation par un tiers, en exigeant que celui-ci fasse état d'éléments objectifs et graves ?

Un autre membre encore se déclare sensible aux objections formulées par un précédent intervenant contre les dénonciations par des tiers. La législation pénale prévoit déjà une intervention des tiers en cas de situations d'urgence où, de façon flagrante, une personne est en danger. Il n'y a pas lieu d'aller au-delà de cette limite.

Du reste, il arrive souvent que les voisins qui constatent des scènes violentes répétitives s'adressent à l'agent de quartier, qui enquêtera, et préviendra le parquet, s'il y a lieu.

Un autre membre signale que ce problème a été débattu voici quelques semaines au Conseil de femmes. Le procureur du Roi de Louvain était présent.

Il a déclaré qu'en pratique, les forces de l'ordre interviennent lorsque des tiers téléphonent pour signaler des situations d'urgence et que dès lors, on peut s'interroger sur l'utilité de l'article proposé. C'est cette question que la commission doit se poser. Procède-t-on de la même façon dans tous les arrondissements judiciaires ? L'article 5 proposé améliorera-t-il la situation ? Le fait de mentionner explicitement la plainte de la victime ne risque-t-il pas d'induire une interprétation trop restrictive des cas où l'intervention est possible ?

Le ministre signale que selon la jurisprudence actuelle, tant l'homme que la femme sont considérés comme « chef de maison » au sens de l'article 46 du Code d'instruction criminelle (voir Cass., 29 octobre 1962, *Pas.*, 1963, p. 283 et Cass., 24 mars 1969, *Pas.*, p. 657).

Dès lors, une adaptation de la loi ne paraît pas nécessaire puisque, s'il s'agit d'un délit flagrant, la police peut toujours agir, quel que soit l'auteur de la dénonciation, et s'il s'agit d'un délit non flagrant, la femme elle-même peut dénoncer le fait.

Répondant à la question d'un membre, l'auteur de la proposition de loi souligne qu'à l'article 5, on vise clairement des faits non flagrants, dès l'instant où les faits se passent à l'intérieur de la maison et, le plus souvent, le soir ou la nuit. L'objectif de la proposition n'est pas seulement d'alourdir la sanction de ces faits, mais aussi d'élargir à ces hypothèses la procédure suivie en cas de flagrant délit.

Il est vrai que la notion de « chef de maison » est interprétée par la jurisprudence dans le sens qui vient d'être indiqué.

Mais il n'est question que des « époux », ce qui pose à nouveau le problème des couples non mariés. Qui pourra requérir le parquet ou la police dans cette hypothèse ?

gevolgen kunnen hebben. Kan de aangifte door een derde niet worden toegestaan op voorwaarde dat deze objectieve en ernstige gronden aanvoert ?

Nog een ander lid kan zich vinden in de bezwaren van een vorige spreker tegen de aangifte door derden. De bestaande strafwetgeving voorziet reeds in die mogelijkheid in spoedeisende gevallen waarbij een persoon duidelijk in gevaar verkeert. Het is niet nodig deze mogelijkheid verder uit te breiden.

Bovendien zullen burens die regelmatig getuige zijn van gewelddadige scènes, zich vaak tot de wijkagent wenden, die dan een onderzoek instelt en indien nodig het parket op de hoogte brengt.

Een ander lid wijst erop dat dit probleem enige weken geleden reeds besproken werd in de Vrouwenraad. De procureur des Konings van Leuven was hierbij aanwezig.

Hij verklaarde dat de politie in praktijk wel degelijk optreedt wanneer derden bellen om spoedeisende situaties te melden. Daarom kan men zich inderdaad afvragen of het voorgestelde artikel wel nut heeft. Dat is wat de commissie moet uitmaken. Wordt in alle gerechtelijke arrondissementen op dezelfde manier gereageerd ? Zal het voorgestelde artikel 5 de situatie verbeteren ? Zal een expliciete vermelding van de klacht van het slachtoffer er niet toe leiden dat de mogelijkheden om op te treden al te eng worden geïnterpreteerd ?

De minister wijst erop dat volgens de huidige jurisprudentie zowel de man als de vrouw beschouwd worden als « hoofd van een huis » in de zin van artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering (zie Cass., 29 oktober 1962, *Pas.*, 1963, blz. 283 en Cass., 24 maart 1969, *Pas.*, blz. 657).

Een wetswijziging lijkt dan ook overbodig aangezien de politie bij ontdekking op heterdaad steeds kan optreden, ongeacht wie de aangifte deed, en de vrouw zelf aangifte kan doen wanneer geen sprake is van ontdekking op heterdaad.

Op de vraag van een lid antwoordt de indiener van het wetsvoorstel dat men met artikel 5 feiten voor ogen heeft die niet op heterdaad ontdekt zijn, aangezien die zich binnen het huis en meestal 's avonds of 's nachts afspelen. Het doel van het wetsvoorstel is niet enkel de straffen te verzwaren, maar de procedure die gevolgd wordt in geval van ontdekking op heterdaad toepasbaar te maken op dit soort situaties.

Het concept « hoofd van een huis » wordt door de jurisprudentie inderdaad geïnterpreteerd zoals hierboven is uiteengezet.

Maar er is alleen sprake van « echtgenoten », waardoor het probleem van de niet-getrouwde paren opnieuw naar boven komt. Wie moet in dat geval de hulp van het parket of de politie inroepen ?

Le ministre répond que la notion de «chef de maison» s'appliquera aussi aux cohabitants non mariés, pour autant qu'ils soient domiciliés à cet endroit.

Un membre renvoie à l'article 49 du Code d'instruction criminelle, qui est ainsi libellé:

«Dans les cas de flagrant délit, ou dans les cas de réquisitions de la part d'un chef de maison, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des témoins, feront les visites et les autres actes qui sont, auxdits cas de la compétence des procureurs du Roi, le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre «des procureurs du Roi».

Un membre observe que l'article 5 de la proposition vise une intervention qui se situe nettement après les faits. En effet, la notion de flagrant délit recouvre non seulement les faits qui sont en train de se commettre, mais aussi ceux qui viennent de se commettre.

La question est de savoir quel délai maximum on fixera entre le fait de violence invoqué et la demande d'intervention à la police.

Par la combinaison des articles 30, 46 et 49 du Code d'instruction criminelle, il existe des risques de dérive, l'intervention des forces de l'ordre étant alors demandée, non pour constater des sévices qui, par hypothèse, ont déjà eu lieu, mais dans le but, par exemple, de faire constater un adultère.

Un autre membre estime qu'en dépit de l'existence de la jurisprudence précitée, et pour éviter toute difficulté, il serait préférable de renvoyer explicitement, dans l'article 46 du Code d'instruction criminelle, aux personnes visées à l'article 410, alinéa 3, du Code pénal.

L'auteur de la proposition de loi souligne qu'en pratique, le problème est qu'à moins d'une situation extrême, la police, invoquant l'inviolabilité du domicile, n'entre pas dans celui-ci lorsque des violences se commettent. D'autre part, il s'écoule toujours un minimum de temps entre les faits et le moment où la victime est en mesure d'appeler la police.

Un membre estime que cette attitude de la part de la police constitue une infraction à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, car l'article 46 du Code d'instruction criminelle actuel leur permet déjà d'intervenir dans les situations visées.

Un autre membre se demande si l'attitude de la police décrite ci-avant est due à un problème de procédure ou à un problème de mentalité. Dans ce dernier cas, l'adoption de l'article 2 de la proposition constitue déjà un pas important en vue de faire changer les choses.

De minister antwoordt dat het concept «hoofd van een huis» ook van toepassing is op niet-gehuwd samenwonenden, op voorwaarde dat zij er hun woonplaats hebben.

Een lid verwijst naar artikel 49 van het Wetboek van Strafvordering, dat luidt als volgt:

«In de gevallen van ontdekking op heterdaad of in de gevallen van aanzoek van het hoofd van een huis, maken zij de processen-verbaal op, nemen de verklaringen van de getuigen op, doen de bezichtigingen en de andere handelingen die in de bedoelde gevallen tot de bevoegdheid van de procureur des Konings behoren, een en ander in de vorm en volgens de regels gesteld in het hoofdstuk Procureurs des Konings.»

Een lid wijst erop dat het politieoptreden waarin artikel 5 van het wetsvoorstel voorziet, na de feiten plaatsgrijpt. Het concept «ontdekking op heterdaad» slaat immers niet uitsluitend op feiten ontdekt terwijl ze gepleegd worden maar ook op feiten ontdekt terstond nadat ze gepleegd zijn.

De vraag rijst welke termijn maximaal mag verlopen tussen de gewelddaad en het verzoek om tussenkomst van de politie.

De combinatie van de artikelen 30, 46 en 49 van het Wetboek van Strafvordering zou tot ontsporingen kunnen leiden, indien de tussenkomst van de ordediensten wordt gevraagd, niet om eventuele mishandelingen maar bijvoorbeeld om overspel te doen vaststellen.

Ondanks de reeds genoemde tendens van de recente jurisprudentie meent een ander lid dat het, teneinde moeilijkheden te voorkomen, raadzaam zou zijn om in artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering expliciet te verwijzen naar de personen bedoeld in het derde lid van artikel 410 van het Strafwetboek.

De indiener van het wetsvoorstel benadrukt dat het werkelijke probleem daarin ligt dat de politie zich beroept op de onschendbaarheid van de woning en daarom zelden in een woning zal binnendringen waar gewelddaden worden gepleegd, behalve in extreme gevallen. Bovendien verloopt altijd een zekere tijd tussen de feiten en het ogenblik waarop het slachtoffer in staat is de politie te bellen.

Een lid meent dat de politie met deze houding artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering overtreedt aangezien het bestaande artikel 46 van hetzelfde wetboek de politie reeds de mogelijkheid biedt om in dit soort situaties op te treden.

Een ander lid vraagt zich af of de hierboven geschetste houding van de politie te wijten is aan een gebrekkige procedure, of aan een mentaliteitsprobleem. In dit laatste geval zou de goedkeuring van artikel 2 van het voorstel reeds een eerste stap in de goede richting zijn.

À un précédent intervenant, qui suggère de charger le ministre de l'Intérieur de rédiger une circulaire à l'intention des corps de police, l'auteur de la proposition de loi répond qu'il a été demandé au Comité P de réfléchir en ce sens.

La rapporteuse rappelle que l'amendement issu des discussions du Comité d'avis visait aussi les ex-partenaires. Ce point doit également être tranché.

Un membre répond que ceux-ci sont visés par le texte, à moins que la victime soit un partenaire occasionnel. Ce dernier cas sort cependant du cadre de la proposition.

Il est également rappelé que, dans le cadre de la discussion de l'article 2, le terme «partenaires» avait été écarté en raison de son imprécision juridique.

Un membre estime que la référence aux ex-partenaires est superflue parce que, dans ce cas, les personnes ne sont en principe plus domiciliées à la même adresse.

Dès lors, en cas de violence commise sur un ex-partenaire, le parquet peut intervenir conformément au droit commun.

L'auteur de la proposition de loi répond que le fait de viser les «ex-partenaires» constitue effectivement un ajout par rapport à l'objet principal de la proposition.

Cependant, cet ajout est utile, car, dans la réalité des situations examinées avec les associations responsables sur tout le territoire, il arrive très souvent que la violence soit le fait d'une personne qui revient à son ancienne adresse pour s'attaquer à son ancien partenaire.

Le précédent intervenant comprend le souci des auteurs du texte, mais il rappelle que l'on se situe en droit pénal, et en droit de la procédure pénale, où les concepts utilisés doivent être très précis.

Différentes formules sont alors proposées :

— «entre membres et anciens membres d'un couple»;

— «au sein d'un couple ou entre anciens partenaires de ce couple»;

— «au sein d'un couple ou entre personnes ayant antérieurement vécu maritalement» (*cf.* la formulation de l'article 2).

M. Hotyat dépose un sous-amendement en vue de remplacer plutôt les termes «au sein d'un couple ou entre ex-partenaires» par les mots «entre personnes vivant ou ayant vécu maritalement» (doc. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 15).

Op een suggestie van een vorige spreker, die voorstelde de minister van Binnenlandse Zaken te vragen een omzendbrief op te stellen voor de politiediensten, antwoordt de indiener van het wetsvoorstel dat het Comité P reeds de opdracht kreeg zich hierover te buigen.

De rapporteur herinnert eraan dat het amendement dat voortkwam uit de besprekingen in het Adviescomité ook betrekking had op de ex-partners. Ook hierover moet een beslissing worden genomen.

Een lid antwoordt dat de tekst eveneens op hen slaat, tenzij het slachtoffer een gelegenheidspartner was. Deze laatste mogelijkheid valt echter buiten het kader van het wetsvoorstel.

Er wordt eveneens op gewezen dat tijdens de bespreking van artikel 2 de term «partners» wegens juridische onnauwkeurigheid verworpen werd.

Een lid meent dat de verwijzing naar de voormalige partners overbodig is omdat de personen in dat geval niet meer op hetzelfde adres wonen.

In geval van geweld op een voormalige partner kan het parket dus volgens het gemeen recht optreden.

De indiener van het wetsvoorstel antwoordt dat het vermelden van de voormalige partners inderdaad een uitbreiding vormt ten opzichte van de hoofd-doelstelling van het voorstel.

Deze uitbreiding is echter nuttig want uit de praktijkgevallen die de hulpverenigingen over heel het grondgebied hebben onderzocht, blijkt zeer vaak dat het geweld veroorzaakt wordt door iemand die terugkeert naar zijn oud adres om er zijn voormalige partner lastig te vallen.

De vorige spreker begrijpt de bedoelingen van de indieners van de tekst maar wijst erop dat men hier te maken heeft met strafrecht en met strafrechtspleging waar de gebruikte concepten zeer nauwkeurig dienen te zijn.

Er worden verschillende formules voorgesteld :

— «tussen personen die een paar vormen of vroeger een paar gevormd hebben»;

— «binnen een paar of tussen voormalige relatiepartners»;

— «binnen een paar of tussen personen die vroeger als man en vrouw hebben samengeleefd» (*cf.* formulering van artikel 2).

De heer Hotyat dient een subamendement in ten einde de woorden «tussen partners of ex-partners» te vervangen door de woorden «tussen personen die als gehuwden samenleven of samengeleefd hebben» (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 15).

L'amendement n° 4 de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre, ainsi sous-amendé, est adopté à l'unanimité des dix membres présents.

Toutefois, par référence à la terminologie reprise à l'article 2 les mots «vivant» et «ayant vécu» sont remplacés respectivement par les mots «cohabitant» et «ayant cohabité». Une correction légistique est en outre apportée à la phrase liminaire de l'amendement principal.

Article 5bis (nouveau) (article 5 du texte adopté)

Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre déposent un amendement, libellé comme suit (doc. parl., Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 5):

«Insérer un article 5bis (nouveau), rédigé comme suit:

«Art. 5bis. — À l'article 49 du Code d'instruction criminelle, les mots «réquisition de la part d'un chef de maison» sont remplacés par les mots «réquisition visée à l'article 46.»

Il est renvoyé à la discussion de l'article 5 (article 4 du texte adopté) (voir *supra*, p. 18 et suivantes).

L'amendement est, sous réserve d'une correction légistique, adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Article 6

La rapporteuse rappelle que cet article a donné lieu à une discussion approfondie au sein du Comité d'avis.

Les associations qui s'occupent de femmes battues étaient en effet hésitantes sur la possibilité d'ester en justice, estimant que la violence entre partenaires n'était pas assimilable à n'importe quelle autre violence. Il arrive en effet très souvent que des femmes victimes d'une telle violence ne veuillent pas pour autant rompre avec leur partenaire.

Le fait, pour une femme, de s'adresser à une institution susceptible d'ester en justice sans qu'elle-même le souhaite de façon précise, risquerait peut-être de fragiliser l'institution elle-même.

Cependant, de telles institutions doivent pouvoir ester en justice, lorsqu'il s'avère nécessaire de poursuivre, mais à condition que la victime y consente, et ce pendant toute la durée de la procédure.

Il reste à déterminer quelles associations doivent être habilitées à ester en justice, étant entendu que cette possibilité ne doit pas être étendue à toute asso-

Het aldus gesubamendeerde amendement nr. 4 van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre wordt eenparig aangenomen door de tien aanwezige leden.

In de Franse tekst worden echter, naar analogie van de terminologie in artikel 2, de woorden «vivant» en «ayant vécu» respectievelijk vervangen door de woorden «cohabitant» en «ayant cohabité». Bovendien wordt in de inleidende zin nog een wetgevingstechnische correctie aangebracht.

Artikel 5bis (nieuw) (artikel 5 van de aangenomen tekst)

De dames Maximus en Delcourt-Pêtre dienen een amendement in, luidende (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 5):

«Een artikel 5bis (nieuw) invoegen, luidende:

«Art. 5bis. — In artikel 49 van het Wetboek van Strafvordering worden de woorden «aanzoek van het hoofd van een huis» vervangen door de woorden «verzoek bedoeld in artikel 46.»

Er wordt verwezen naar de bespreking bij artikel 5 (artikel 4 van de aangenomen tekst) (zie *supra*, blz. 18 en volgende).

Het amendement wordt na een wetgevingstechnische correctie eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Artikel 6

De rapporteur merkt op dat dit artikel uitvoerig besproken is in het Adviescomité.

De organisaties die zich bezighouden met mishandelde vrouwen, waren immers terughoudend over de mogelijkheid om in rechte op te treden. Ze waren van mening dat het geweld tussen partners niet gelijkgesteld kon worden met welke andere vorm van geweld dan ook. Het gebeurt immers zeer vaak dat vrouwen die het slachtoffer zijn van dergelijk geweld, toch niet willen breken met hun partner.

Indien een vrouw zich wendt tot een instelling die de mogelijkheid heeft om in rechte op te treden zonder dat de vrouw dat zelf duidelijk wenst, kan dit de instelling zelf misschien kwetsbaar maken.

Dergelijke instellingen moeten evenwel in rechte kunnen optreden wanneer vervolging noodzakelijk blijkt, maar dan op voorwaarde dat het slachtoffer hiermee instemt en dat gedurende de hele procedure.

Verder moet bepaald worden welke verenigingen gemachtigd worden om in rechte op te treden want deze mogelijkheid mag niet toegekend worden aan

ciation qui s'occupe de défendre les intérêts des victimes de toute forme d'agression, ou qui s'intéresse au problème de l'égalité entre hommes et femmes.

Finalement, le Comité d'avis propose d'accorder le droit d'ester en justice à «tout établissement d'utilité publique et toute association, jouissant de la personnalité juridique depuis au moins cinq ans à la date des faits, et dont le but statutaire est d'apporter de l'aide aux victimes de violence entre partenaires ou entre ex-partenaires».

Reprenant cette suggestion, Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre déposent un amendement ainsi libellé (doc. parl., Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 6):

«Remplacer cet article par ce qui suit:

«Art. 6. — Tout établissement d'utilité publique et toute association, jouissant de la personnalité juridique depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont le but statutaire est d'apporter de l'aide aux victimes de violence entre partenaires ou entre ex-partenaires, peuvent, avec l'accord de la victime, ester en justice dans le litige auquel l'application de l'article 410, alinéa 3, du Code pénal donnerait lieu.»

Il est fait observer que cet amendement doit être adapté à la terminologie utilisée à l'article 2.

Un membre rappelle sa suggestion de parler d'époux ou de partenaires, et de définir ce dernier concept. Ainsi, on n'alourdira pas le texte de la proposition par des répétitions inutiles.

En outre, le concept «partnergeweld» est bien connu aux Pays-Bas, en sociologie, dans le cadre de la réflexion juridique, et même dans le langage courant.

Un autre membre souligne que les associations dont question à l'article 6 agissent:

— moyennant l'accord préalable et continu de la victime (voir la loi du 30 juillet 1981, modifiée par la loi du 12 avril 1994, sur le racisme et la xénophobie);

— pour leur propre compte et non au nom ou en représentation de la victime; il n'est donc pas dérogé à l'article 185 du Code d'instruction criminelle ni à l'article 728 du Code judiciaire.

Lorsqu'on parle de consentement de la victime, il importe de savoir si celle-ci doit ou non intervenir à la cause. Ceci est particulièrement important dans une matière où la situation est souvent évolutive et où la victime peut changer d'attitude.

elke vereniging die de belangen van slachtoffers van elke vorm van geweld verdedigt of die zich toelegt op het probleem van de gelijkheid tussen man en vrouw.

Uiteindelijk stelt het Adviescomité voor het vorderingsrecht toe te kennen aan «elke instelling van openbaar nut en elke vereniging die op de datum van de feiten ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezit en volgens haar statuten tot doel heeft hulp te bieden aan slachtoffers van geweld tussen partners of ex-partners».

Op basis van dat voorstel dienen de dames Maximus en Delcourt-Pêtre een amendement in, luidende (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 6):

«Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 6. — Elke instelling van openbaar nut en elke vereniging die op de datum van de feiten sinds ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezit en volgens haar statuten tot doel heeft hulp te bieden aan de slachtoffers van geweld gepleegd tussen partners of ex-partners, kan met instemming van het slachtoffer in rechte optreden in het geding waartoe de toepassing van artikel 410, derde lid, van het Strafwetboek aanleiding zou geven.»

Er wordt opgemerkt dat dit amendement moet worden aangepast aan de terminologie die gebruikt wordt in artikel 2.

Een lid herinnert aan haar voorstel om de begrippen «echtgenoten of partners» te hanteren en om dit laatste begrip te definiëren. Zo zal de tekst van het voorstel niet nodeloos worden verzaamd met overbodige herhalingen.

Daarenboven is het begrip «partnergeweld» in Nederland, in de sociologie, algemeen aanvaard zowel in de juridische vakliteratuur als in de spreektaal.

Een ander lid onderstreept dat de verenigingen waarvan sprake is in artikel 6 in rechte optreden:

— met de voorafgaande en blijvende instemming van het slachtoffer (zie de wet van 30 juli 1981, gewijzigd door de wet van 12 april 1994, tot bestrafing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden);

— voor eigen rekening en niet namens of als vertegenwoordiger van het slachtoffer; er wordt dus niet afgeweken van artikel 185 van het Wetboek van Strafvordering, noch van artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek.

Wanneer men het heeft over de instemming van het slachtoffer, moet men weten of het slachtoffer al dan niet in het geding moet tussenkomen. Dit is bijzonder belangrijk in een materie waarin nogal wat toestanden zich kunnen wijzigen en het slachtoffer van houding kan veranderen.



Le ministre déclare que dans le cadre de la législation sur le fonds d'aide aux victimes, il a été décidé que les associations pourraient assister les personnes en question, mais non les représenter.

En effet, plusieurs types d'intérêts coexistent dans ce genre de situation :

— l'intérêt individuel, qui appartient à la victime elle-même;

— l'intérêt général, défendu par le ministère public;

— un intérêt collectif, qui existe par exemple en matière d'environnement ou de consommation.

La question est de savoir si, en l'occurrence, un tel intérêt collectif, distinct de l'intérêt général, existe.

On pourrait, le cas échéant, reprendre le texte relatif au fonds d'aide.

Le précédent intervenant observe que l'article 6, tel qu'il figure dans la proposition de loi, exclut la discussion sur l'existence d'un intérêt dans le chef de l'association, puisque celle-ci peut intervenir, moyennant le respect des conditions fixées par cet article.

Mme Milquet dépose un amendement ainsi libellé (doc. Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 10) :

« Remplacer l'article 6 par la disposition suivante :

« Art. 6. — Tout établissement d'utilité publique et toute association jouissant de la personnalité juridique depuis au moins 5 ans à la date des faits qui se propose depuis au moins 5 ans à la date des faits par statut, de prévenir la violence conjugale et qui est agréé, reconnu ou subventionné par les autorités compétentes, peut — avec l'accord de la victime — introduire une procédure judiciaire et ester en justice dans les litiges prévus à l'article 410, alinéa 3. »

#### Justification

*Il s'agit de renforcer les conditions de professionnalisme des associations visées.*

Un membre ne pense pas qu'il faille aller jusqu'à exiger une reconnaissance des associations en question. Outre le fait que l'on n'a pas formulé une telle exigence dans la loi sur le racisme et la xénophobie, ou dans la loi sur la protection de l'environnement, cette exigence de reconnaissance risquerait de poser problème.

Il peut en effet y avoir des associations qui, partant du travail de quelques bénévoles, se développent progressivement et ne demandent des subsides qu'après plusieurs années de fonctionnement.

De minister verklaart dat in het kader van de wetgeving betreffende het fonds voor slachtofferhulp beslist werd dat de verenigingen hulp mogen bieden aan de betrokkenen maar hen niet mogen vertegenwoordigen.

In dit soort situaties zijn er immers verschillende soorten belangen in het geding :

— het individueel belang van het slachtoffer zelf;

— het algemeen belang, dat door het openbaar ministerie wordt verdedigd;

— een collectief belang, dat bijvoorbeeld in milieu- of consumentenzaken bestaat.

De vraag rijst of er in dit geval een dergelijk collectief belang los van het algemeen belang bestaat.

Men zou eventueel kunnen teruggrijpen naar de tekst betreffende het fonds voor slachtofferhulp.

De vorige spreker merkt op dat artikel 6, zoals het in het wetsvoorstel wordt geformuleerd, de discussie over het bestaan van een belang van de vereniging uitsluit, aangezien die vereniging in rechte kan optreden mits zij de voorwaarden naleeft die in dit artikel worden bepaald.

Mevrouw Milquet dient een amendement in, luidende (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 10)

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 6. — Elke instelling van openbaar nut en elke vereniging die op de datum van de feiten ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezit, die volgens haar statuten al ten minste vijf jaar tot doel heeft echtelijk geweld te voorkomen en die erkend is of gesubsidieerd wordt door de bevoegde overheid, kan met instemming van het slachtoffer een rechtsvordering instellen en in rechte optreden in de gedingen bedoeld in artikel 410, derde lid. »

#### Verantwoording

*Het is de bedoeling strengere professionele eisen te stellen aan de verenigingen die in rechte willen optreden.*

Een lid is van mening dat men niet moet eisen dat de betrokken verenigingen erkend zijn. Dat zou tot problemen kunnen leiden en bovendien komt een dergelijke eis niet voor in de wet tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of in de wet op de milieubescherming.

Er kunnen immers verenigingen zijn die, nadat zij enige tijd met vrijwilligers hebben gewerkt, pas na enkele jaren waarin zij zich geleidelijk ontwikkelen, subsidies vragen.

L'auteur de la proposition de loi rappelle que les associations s'occupant spécifiquement de la défense des femmes sont très bien connues.

Il ne risque pas de s'en créer de nouvelles avant de très nombreuses années.

L'exigence d'une agréation n'est donc pas justifiée, et risque de paralyser les associations, alors qu'il faut au contraire les aider à remplir leur mission.

Le ministre revient à la formule figurant dans le projet de loi modifiant, en ce qui concerne l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres (doc. parl., Chambre n° 726-1 - 96/97, p. 21).

L'article 4, *in fine*, de ce projet est libellé comme suit:

« Elle (\*) statue sur la requête par une décision motivée, après avoir entendu le requérant, éventuellement assisté ou représenté par son avocat, ou assisté par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi et le ministre de la Justice, ou son délégué ou son avocat. »

L'auteur de la proposition de loi constate que ce texte suppose un arrêté royal, ce qui rallonge considérablement le processus. Si l'on veut prévoir une agréation, il vaut mieux se limiter à une agréation pour exercer les finalités de leur statut (agréation qu'elles ont déjà en fait), mais à l'exclusion d'une agréation spécifique pour ester en justice.

Personnellement, l'intervenante opte pour l'amendement de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre.

Un membre rappelle que plusieurs textes législatifs récents prévoient des dispositions similaires à celles qu'il est proposé d'insérer dans la proposition à l'examen. Il s'agit la plupart du temps d'accorder à des a.s.b.l. le droit d'« ester en justice ». La question est de savoir ce que l'on entend par là.

Personnellement, l'intervenant estime que l'action publique du chef des infractions à la loi pénale appartient au ministère public. Si l'on estime que celui-ci ne remplit pas cette mission comme il convient, il faut intervenir par des directives, par l'infléchissement de la politique criminelle, etc.

(\*) Note de la rapporteuse: Il s'agit de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

De indiene van het wetsvoorstel herinnert eraan dat de verenigingen die specifiek de verdediging van de vrouwen op zich nemen, algemeen bekend zijn.

Er zullen waarschijnlijk geen nieuwe verenigingen ontstaan in de eerstkomende jaren.

De eis van erkenning is dus niet verantwoord en dreigt de verenigingen te verlammen terwijl ze juist geholpen moeten worden bij het uitvoeren van hun opdracht.

De minister grijpt terug naar de formulering die voorkomt in het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen inzake de hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden (Gedr. St. Kamer, nr. 726/1, 1996/1997, blz. 21).

Artikel 4 *in fine* van dit ontwerp luidt als volgt:

« Zij (\*) doet bij een met redenen omklede beslissing uitspraak op het verzoekschrift, na de verzoeker, eventueel bijgestaan of vertegenwoordigd door zijn advocaat of bijgestaan door de gemachtigde van een overheidsinstelling of een door de Koning hiertoe erkende vereniging, de minister van Justitie of zijn afgevaardigde of zijn advocaat te hebben gehoord. »

De indiene van het voorstel stelt vast dat die tekst een koninklijk besluit veronderstelt, waardoor de procedure aanzienlijk langer wordt. Indien men wil voorzien in een erkenning, is het beter zich te beperken tot een erkenning met betrekking tot het doel dat de betrokken verenigingen nastreven (een erkenning die zij reeds bezitten), met uitsluiting van een specifieke erkenning om in rechte te mogen optreden.

Persoonlijk kiest zij voor het amendement van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre.

Een lid herinnert eraan dat verschillende recente wetteksten bepalingen bevatten die gelijkenis vertonen met de bepalingen die men in dit voorstel wil invoegen. Het is meestal de bedoeling VZW's het recht te geven « in rechte op te treden ». Het blijft de vraag wat men daar precies mee bedoelt.

Persoonlijk vindt spreker dat de strafvordering wegens overtreding van de strafwet moet worden ingesteld door het openbaar ministerie. Indien men van mening is dat het openbaar ministerie zijn taak niet naar behoren vervult, moet worden opgetreden door middel van richtlijnen, het ombuigen van het strafrechtelijk beleid, enz.

(\*) Noot van de rapporteur: het gaat om de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

On ne peut décharger le ministère public de cette mission au bénéfice d'a.s.b.l., avec le risque qu'il accorde encore moins d'attention à la problématique en question.

De plus, comme il ne s'agit pas en l'espèce d'un délit de plainte, mais d'un délit où une simple dénonciation doit normalement déclencher l'action publique, l'apport effectif d'une association de défense des femmes battues sera, sur le plan juridique, des plus restreint, puisqu'elle ne peut ni exiger la réparation d'un dommage ni exercer l'action publique.

Tout au plus pourra-t-elle « assister » la victime, mais il ne peut s'agir d'une assistance en justice, qui porterait atteinte au monopole des avocats. L'association ne pourra en fait que renvoyer la victime à son avocat.

L'intervenant se réfère à la législation relative à la traite des êtres humains.

L'association Payoke, lorsqu'elle a connaissance d'un cas susceptible d'entrer dans le champ d'application de cette loi, le signale au ministère public, qui met en œuvre l'action publique.

Cependant, Payoke n'a pas accès aux dossiers. Or, cet accès serait possible si cette association était autorisée à « ester en justice ».

De telles associations ont seulement intérêt à ce que les faits en question soient poursuivis, mais elles n'ont pas d'intérêt à ester en justice au sens de l'article 17 du Code judiciaire.

Le texte n'apportera donc rien de plus aux associations, mais il risque de créer la confusion quant au contenu exact de leur droit d'agir.

Un membre se rallie aux observations du précédent intervenant. Il faut éviter que la disposition en projet ne soit à tort assimilée à d'autres cas tels que, par exemple, le droit des syndicats de représenter leurs affiliés en justice.

Par ailleurs, on risque de créer une situation discriminatoire par rapport à d'autres délits plus graves, mais pour lesquels aucun droit d'action n'est conféré aux associations.

Un autre membre estime cependant qu'il peut exister en l'occurrence un intérêt collectif, comparable à celui que défendent le Centre pour l'égalité des chances et les associations de consommateurs.

Il s'agit en effet à la fois d'aider la victime à ce que soient reconnus les faits qui se sont produits, et de contribuer par là à l'intérêt général, en veillant à un meilleur respect de la notion d'égalité.

Men mag die opdracht van het openbaar ministerie niet overdragen aan VZW's met het risico dat het openbaar ministerie dan nog minder belang zal hechten aan deze problematiek.

Daar het hier bovendien niet gaat om een klacht-misdrijf maar om een misdrijf waarbij een eenvoudige aangifte de strafvordering op gang moet brengen, zal de reële bijdrage van een vereniging die mishandelde vrouwen verdedigt, vanuit juridisch oogpunt zeer beperkt zijn aangezien die vereniging noch schadevergoeding kan eisen noch de strafvordering kan instellen.

Zij zal ten hoogste het slachtoffer kunnen « bijstaan », zonder dat het gaat om echte rechtsbijstand want dit zou het monopolie van de advocaten in het gedrang brengen. De vereniging kan eigenlijk niets anders doen dan het slachtoffer doorverwijzen naar een advocaat.

Spreker verwijst naar de wetgeving betreffende de mensenhandel.

Wanneer de vereniging Payoke een geval kent waarop deze wet van toepassing kan zijn, deelt zij dat mee aan het openbaar ministerie, die de strafvordering instelt.

Payoke heeft evenwel geen toegang tot de dossiers. Dat zou zij wel kunnen hebben indien zij in rechte zou mogen optreden.

Dergelijke verenigingen hebben er alleen belang bij dat de betrokken feiten vervolgd worden, maar zij hebben er geen belang bij om in rechte te kunnen optreden in de zin van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek.

De tekst is dus een lege doos voor de verenigingen en dreigt bovendien verwarring te stichten wat betreft de juiste inhoud van hun recht om een vordering in te stellen.

Een lid is het eens met de opmerkingen van de vorige spreker. Er moet voorkomen worden dat de ontworpen bepaling onterecht gelijkgesteld wordt met andere bepalingen, zoals bijvoorbeeld het recht van de vakbonden om voor hun aangesloten leden in rechte op te treden.

Bovendien kan zo een ongelijke situatie ontstaan met betrekking tot andere, ernstigere feiten, waarbij geen vorderingsrecht wordt toegekend aan verenigingen.

Een ander lid daarentegen meent dat in deze gevallen wel een collectief belang bestaat, te vergelijken met het belang dat verdedigd wordt door het Centrum voor gelijke kansen of de consumentenverenigingen.

Het is immers de bedoeling niet alleen de slachtoffers te helpen om de feiten te doen erkennen, maar tegelijk ook een algemeen belang te dienen, namelijk door de theorieën over de « gelijkheid » ook in de praktijk te brengen.

Un autre membre répond que l'existence d'un intérêt collectif implique l'existence d'un droit d'action distinct, indépendant de la volonté de la victime, alors que l'on veut précisément ici exclure cette possibilité.

Un membre insiste sur la spécificité de la violence visée par la proposition de loi, qui suppose une relation de pouvoir ou de force, allant de pair avec une relation affective et intime entre les partenaires. Dans de telles situations, l'assistance d'une association peut s'avérer extrêmement utile. On ne peut établir de comparaison avec d'autres faits de violence, parfois objectivement plus graves, notamment quant aux séquelles physiques, mais qui se situent dans un contexte psychologique tout à fait différent.

Un membre propose d'insérer dans la proposition à l'examen la même formule que celle utilisée pour le fonds d'aide aux victimes (*cf. supra*), dont il résulte:

— que les associations n'ont pas d'intérêt au sens des articles 17 du Code judiciaire et 63 du Code d'instruction criminelle;

— que les associations ne représentent pas la victime au sens des articles 185 du Code d'instruction criminelle et 728 du Code judiciaire;

— que les associations ne peuvent par conséquent qu'« assister » les victimes.

Il est fait observer que le texte relatif au fonds d'aide aux victimes s'applique à toutes les victimes, sans distinction. Il paraît dès lors inopportun de le mentionner dans le Code d'instruction criminelle pour un type particulier d'infractions.

L'auteur de la proposition de loi rappelle que celle-ci ne prévoyait pas l'accord de la victime, puisqu'elle s'inspirait d'un cas vécu déjà décrit ci-avant, où la victime était décédée, et où il ne se trouvait personne pour agir contre le responsable. C'est à ce genre de situation que l'article 6 de la proposition s'efforçait de porter remède.

Cependant, les associations entendues par le Comité d'avis, mesurant les conséquences négatives possibles d'un droit d'action distinct dans leur chef, ont déclaré qu'elle ne souhaitaient pas disposer d'un tel droit, qui risquait de susciter des difficultés, notamment en cas de réconciliation entre la victime et son partenaire. C'est pourquoi il a été proposé de requérir l'accord de la victime pour l'action d'une association.

Cependant compte-tenu des objections qui viennent d'être formulées, il est peut-être préférable de

Een ander lid antwoordt dat het aanvaarden van een collectief belang impliciet betekent dat hier een afzonderlijk vorderingsrecht geldt, dit wil zeggen onafhankelijk van de wil van het slachtoffer. Dit was nu juist niet de bedoeling.

Een lid benadrukt het specifieke karakter van het in dit wetsvoorstel behandelde geweld, dat berust op een combinatie van een machtsverhouding met een affectieve en intieme relatie tussen twee partners. In deze situatie kan de hulp van een vereniging erg nuttig blijken. Vergelijkingen met andere vormen van geweld, die objectief gezien ernstiger kunnen zijn — met name wat de fysieke gevolgen betreft — gaan niet op, aangezien de psychologische context helemaal anders is.

Een lid stelt voor in dit wetsvoorstel de formule over te nemen die werd gebruikt voor het Fonds voor hulp aan de slachtoffers (zie boven). Dit betekent:

— dat de verenigingen geen belang moeten hebben in de zin van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 63 van het Wetboek van Strafvordering;

— dat de verenigingen het slachtoffer niet vertegenwoordigen in de zin van artikel 185 van het Wetboek van Strafvordering en artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek;

— dat de verenigingen het slachtoffer bijgevolg enkel kunnen « bijstaan ».

Er wordt op gewezen dat de tekst betreffende het Fonds voor slachtofferhulp van toepassing is op alle slachtoffers zonder onderscheid. Het lijkt dan ook niet raadzaam dit Fonds in het Wetboek van Strafvordering te vermelden in verband met een specifiek misdrijf.

De indiener wijst erop dat het wetsvoorstel de toestemming van het slachtoffer niet als voorwaarde stelde, omdat het een waar gebeurd feit als uitgangspunt had, waarbij het slachtoffer overleden was en niemand gevonden werd om tegen de dader een vordering in te stellen. Het is precies voor dat soort situaties dat artikel 6 van het wetsvoorstel een oplossing kan bieden.

De verenigingen die door het Adviescomité zijn gehoord, hebben echter verklaard af te zien van een eigen vorderingsrecht, wegens de negatieve gevolgen en de moeilijkheden die dit kan meebrengen, met name bij verzoening tussen het slachtoffer en haar partner. Daarom werd voorgesteld de toestemming van het slachtoffer als voorwaarde te hanteren voor een rechtsvordering van een vereniging.

Toch is het in het licht van de hier geuite bezwaren allicht raadzamer niet vast te houden aan arti-

ne pas maintenir l'article 6 de la proposition ni les amendements que l'on propose d'y substituer, mais de se référer plutôt, et en un premier temps, à la législation générale sur l'aide aux victimes.

Un membre exprime son insatisfaction par rapport à cette dernière solution, qui ne tient pas compte de la spécificité de la matière traitée, et ôte à la proposition l'un de ses avantages essentiels. En outre, toutes les femmes battues n'ont pas recours au fonds d'aide aux victimes.

L'auteur de la proposition répond qu'elles seront ainsi encouragées à le faire et que, de cette façon, les maisons de femmes pourront les assister.

La commission conclut que la question ne peut, à l'heure actuelle, être définitivement tranchée, et qu'il y a lieu de supprimer l'article 6 de la proposition, étant entendu que la situation devra être revue en fonction du texte qui sera adopté dans le cadre du projet de loi modifiant, en ce qui concerne l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres (doc. parl., Chambre, n° 726/1, 1996/1997).

MM. Coveliers et Desmedt déposent par conséquent l'amendement suivant (doc. parl., Sénat, n° 1-269/3, amendement n° 14):

«*Supprimer cet article.*»

#### Justification

*C'est au ministère public et non aux institutions privées qu'il appartient d'intenter l'action publique.*

*Les institutions privées sont naturellement compétentes pour l'aide ordinaire, même sans disposition légale spécifique.*

Cet amendement est adopté à l'unanimité des dix membres présents.

Les amendements n° 6 de Mmes Maximus et Delcourt-Pêtre, et n° 10 de Mme Milquet sont retirés.

#### V. VOTE FINAL

L'ensemble de la proposition de loi (n° 1-269) amendé est adopté à l'unanimité des 11 membres présents. Par suite de ce vote, la proposition de loi n° 1-300 devient sans objet.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 8 membres présents.

*La Rapporteuse,*  
Andrée DELCOURT-PÊTRE.

*Le Président,*  
Roger LALLEMAND.

kel 6 van het wetsvoorstel en de amendementen daarop, maar voorlopig te verwijzen naar de algemene wetgeving betreffende de slachtofferhulp.

Een lid vindt deze oplossing hoogst onbevredigend omdat op die manier geen rekening wordt gehouden met het specifieke van deze materie en een van de sterkste punten van het wetsvoorstel aan de kant wordt geschoven. Bovendien wenden lang niet alle mishandelde vrouwen zich tot het Fonds voor hulp aan de slachtoffers.

De indiener van het wetsvoorstel antwoordt dat zij op die manier aangemoedigd zullen worden om het toch te doen en dat de opvanghuizen hen daarbij kunnen helpen.

De commissie besluit dat over dit probleem nog geen definitieve beslissing kan worden genomen en dat artikel 6 van het voorstel dient te vervallen, met dien verstande dat de situatie opnieuw zal worden bekeken in het licht van de tekst die wordt aangenomen in het kader van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen inzake de hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden (Gedr. St. Kamer, nr. 726/1, 1996/1997).

De heren Coveliers en Desmedt dienen daarom het volgende amendement in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/3, amendement nr. 14):

«*Dit artikel doen vervallen.*»

#### Verantwoording

*Het komt aan het openbaar ministerie toe om de strafvordering in te stellen, niet aan privé-instellingen.*

*Voor gewone bijstand is de privé-instelling uiteraard bevoegd, ook zonder specifieke wettelijke bepaling.*

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de tien aanwezige leden.

De amendementen nr. 6 van de dames Maximus en Delcourt-Pêtre en nr. 10 van mevrouw Milquet worden ingetrokken.

#### V. EINDSTEMMING

Het geamendeerde wetsvoorstel (nr. 1-269) wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden. Door deze stemming vervalt wetsvoorstel nr. 1-300.

Dit verslag wordt eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

*De Rapporteur,*  
Andrée DELCOURT-PÊTRE.

*De Voorzitter,*  
Roger LALLEMAND.

## TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI(1)

**Proposition de loi visant à réduire la violence conjugale****Proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal(2)**

## Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

L'article 410 du Code pénal est complété par un alinéa 3, libellé comme suit:

«Il en sera également de même si le coupable a commis le crime ou le délit envers son époux ou son concubin.»

## Art. 3

L'article 413 du même Code est abrogé(3).

## Art. 4

L'article 415 du même Code est complété *in fine* par les mots suivants: «ou son époux ou concubin».

## Art. 5

L'article 46 du Code d'instruction criminelle est complété, *in fine*, par le texte suivant: «et toutes les fois qu'une infraction à l'article 410, alinéa 3, du Code pénal, commise à l'intérieur d'une maison, sera portée à la connaissance du Procureur du Roi par plainte de la victime ou dénonciation d'un tiers».

(1) Sauf indication contraire, les textes reproduits ci-après proviennent de la proposition de loi de Mme Lizin et consorts (doc. parl., Sénat, n° 1-269/1).

(2) Proposition de loi de M. Coveliers (doc. parl., Sénat, n° 1-300/1).

(3) Ce texte figure également à l'article 2 de la proposition de loi n° 1-300/1 de M. Coveliers.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

**Proposition de loi visant à combattre la violence au sein du couple (nouvel intitulé)**

## Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

L'article 410 du Code pénal, modifié par les lois des 15 mai 1912 et 31 mars 1987, est complété par l'alinéa suivant:

«Il en sera également de même si le coupable a commis le crime ou le délit envers son époux ou la personne avec laquelle il cohabite maritalement.»

## Art. 3

L'article 413 du même Code est abrogé.

## [...]

## Art. 4

L'article 46 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 10 juillet 1967, est complété [...] par l'alinéa suivant:

«Il en est de même lorsqu'un crime ou délit, même non flagrant, commis à l'intérieur d'une maison entre personnes cohabitant ou ayant cohabité maritalement, est porté à la connaissance du procureur du Roi sur plainte de la victime [...].»

## TEKST VAN HET WETSVORSTEL(1)

**Wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen****Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek(2)**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

Artikel 410 van het Strafwetboek wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

«Hetzelfde geldt ook ingeval de schuldige de misdaad of het wanbedrijf heeft gepleegd tegen zijn echtgenoot of de persoon die met hem samenwoont.»

## Art. 3

Artikel 413 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven(3).

## Art. 4

Artikel 415 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden: «of zijn echtgenoot of de persoon die met hem samenwoont».

## Art. 5

Artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld met de woorden: «en telkens wanneer een in artikel 410, derde lid, van het Strafwetboek bedoeld misdrijf, gepleegd binnen een huis, ter kennis wordt gebracht van de procureur des Konings op klacht van het slachtoffer of aangifte van een derde».

(1) Tenzij anders vermeld, is de hierna volgende tekst overgenomen uit het wetsvoorstel van mevrouw Lizin c.s. (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/1).

(2) Wetsvoorstel van de heer Coveliers (Gedr. St. Senaat, nr. 1-300/1).

(3) Deze tekst komt eveneens voor in artikel 2 van het wetsvoorstel nr. 1-300/1 van de heer Coveliers.

## TEKST AANGENOMENDOOR DE COMMISSIE

**Wetsvoorstel strekkende om het [...] geweld tussen partners tegen te gaan (nieuw opschrift)**

## Artikel 1

Artikel 413 van hetzelfde Wetboek wo  
Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

Artikel 410 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912 en 31 maart 1987, wordt aangevuld met het volgende lid:

«Hetzelfde geldt ook ingeval de schuldige de misdaad of het wanbedrijf heeft gepleegd tegen zijn echtgenoot of de persoon met wie hij als gehuwde samenleeft.»

## Art. 3

Artikel 413 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

## [...]

## Art. 4

Artikel 46 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, wordt aangevuld met het volgende lid:

«Hetzelfde geldt wanneer een misdrijf of een wanbedrijf, zelfs niet op heterdaad ontdekt, gepleegd is binnen een huis tussen personen die als gehuwden samenleven of samengeleefd hebben en ter kennis wordt gebracht van de procureur des Konings op klacht van het slachtoffer [...].»

## TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI(1)

Art. 6

Tout établissement d'utilité publique et toute association, jouissant de la personnalité juridique depuis au moins cinq ans à la date des faits, et se proposant par statut de prévenir la violence conjugale par la diffusion d'information à tous les publics concernés et d'apporter de l'aide aux victimes de violence conjugale et à leur famille, peuvent, avec l'accord de la victime, ester en justice dans le litige auquel l'application de l'article 410, alinéa 3, du Code pénal donnerait lieu.

(1) Sauf indication contraire, les textes reproduits ci-après proviennent de la proposition de loi de Mme Lizin et consorts (doc. parl., Sénat, n° 1-269/1).

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Art. 5

À l'article 49 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1967, les mots «réquisition de la part d'un chef de maison» sont remplacés par les mots «réquisition visée à l'article 46».

[...]

## TEKST VAN HET WETSVOORSTEL(1)

Art. 6

Elke instelling van openbaar nut en elke vereniging die op de datum van de feiten sinds ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezit en volgens haar statuten tot doel heeft echtelijk geweld te voorkomen door de verspreiding van informatie aan alle betrokken doelgroepen en hulp te bieden aan slachtoffers van echtelijk geweld en aan hun familie, kan met instemming van het slachtoffer in rechte optreden in het geding waartoe de toepassing van artikel 410, derde lid, van het Strafwetboek aanleiding zou geven.

(1) Tenzij anders vermeld, is de hierna volgende tekst overgenomen uit het wetsvoorstel van mevrouw Lizin c.s. (Gedr. St. Senaat, nr. 1-269/1).

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Art. 5

In artikel 49 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, worden de woorden «aanzoek van het hoofd van een huis» vervangen door de woorden «verzoek bedoeld in artikel 46».

[...]